

tribune

PSU

socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - N° 549 - mercredi 11 octobre 1972 - 2 F



LA POLITIQUE DANS LE YAOURT

7 JOURS DANS T.S.



■ Un « salon des consommateurs », bien sûr, ça vous a une petite allure suspecte. Surtout lorsque l'un des invités vedettes est Giscard d'Estaing.

A peine vagissant, le mouvement de contestation né des abus en tous genres des marchands de soupe de tous poils serait-il déjà en passe d'être digéré par le système ? Passé maître dans l'art de la récupération tous azimuts, le leader des Républicains Indépendants n'en est pas à une contradiction près : le chef de parti à la poursuite de son destin national ignore superbement le ministre de l'Économie et ses démêlés avec la conjoncture...

Pourtant, l'événement nous a semblé mériter la une, et une large place à l'intérieur du journal.

D'abord parce que le genre de questions qu'il soulève nous intéresse de longue date.

Avec les problèmes d'urbanisme, de pollution, de dignité des personnes et des rapports inter-personnels, etc., les problèmes de la consommation entrent dans cet ensemble très large que nous avons été les premiers à appeler « cadre de vie », ce cadre auquel il ne suffit pas d'ajouter un peu de dorure, mais qu'il faut casser et recréer, réinventer.

Ensuite parce qu'il y a là un terrain nouveau de sensibilisation important,

qu'il s'agit d'occuper, d'animer, de faire déboucher sur quelque chose de plus qu'un simple mouvement de contestation diffuse : d'où l'intervention dans le débat (côté public, rassurez-vous camarades, pas côté tribune...) de Michel Rocard, et les propositions de loi qu'il dépose sur le bureau de l'Assemblée nationale. Et nos « confrères » de « L'Aurore » ne s'y trompent pas, qui s'indignent — les beaux esprits — qu'on ose mettre de la politique dans le yaourt... (p. 8 et 9).

■ Giscard à la tribune et Rocard dans la salle... il y a là comme un symbole. Ne nous leurrions pas : « la droite la plus bête du monde » est en train de perdre la partie. Mais la relève qui se prépare a une toute autre allure. Face à cette droite qui se met à penser, à sentir, à comprendre pour mieux étouffer, le rôle créateur du mouvement révolutionnaire au sein des forces anti-capitalistes est plus que jamais indispensable. Et tout indique que, comme jamais, l'attente est grande.

■ Ce qui ne doit en rien nous faire désertier les autres fronts de lutte, où, là aussi l'attente est grande.

Après Evian, le Joint Français, Penaroya, etc. le conflit en cours aux usines Michelin prouve la combativité montante du monde ouvrier sur des objectifs qui dépassent de plus en plus largement les simples revendications de salaires et dans des formes nouvelles riches d'espoir pour l'avenir (p. 7).

■ Et quand, dans le même temps où, on débauche chez Renault (p. 6), où la notion même de service public se perd aux PTT (p. 5), le Programme commun PC-PS présente encore les nationalisations comme une panacée, qui peut décemment prétendre que les choix stratégiques du PSU (ou de la CFDT) dans la période électorale en cours, sont des options contraires aux intérêts des travailleurs ? Qui peut nous accuser de diviser la gauche, d'affaiblir le camp anti-capitaliste ? Le PCF aussi va devoir choisir : entre l'anathème et le dialogue. Et sa responsabilité est grande (p. 4).

■ Giscard n'est pas un sot. Chirac non plus. Le train de mesures agricoles annoncé à grand fracas la se-

maine dernière à l'issue de la conférence agricole annuelle peut faire illusion. Surtout lorsque l'ensemble des organisations professionnelles « représentatives » bat des mains et saute de joie dans une touchante unanimité. Il y a effectivement matière à réjouissance pour le gros exploitant qui a su, et pu, mettre ses activités à l'heure industrielle.

Pour les autres, les petits paysans, qu'ils se rassurent : on embauche dans les CRS... (p. 12-13).

■ Les pages internationales ne sont pas absentes non plus de ce numéro : Le Vietnam (p. 11) où Nixon joue la paix au poker électoral ; les Palestiniens après Munich (p. 10) quand s'ouvre en Europe la chasse aux sorcières arabes. L'Irlande (p. 16) où « l'IRA officiel » tente de réintroduire la lutte des classes dans un conflit ambigu.

■ Alors, ces abonnements, ça vient ?

Y.L.

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nories - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 22.000 exemplaires

sommaire

4. PCF : Le choix. Gérard FERAN.
6. Menaces sur Renault. Michel CAMOUIS.
7. Echec à Bibendum (suite).
- 8-9. Un nouveau Front ? Claude BIEVRE, Jacques FERLUS.
10. Palestiniens : à la recherche d'un second souffle.
11. International : Vietnam, Chine, Norvège.
12. Les mesures agricoles : Savez le bluff ! Jean MIOLLIS.
16. L'IRA officiel : Ce pourquoi nous nous battons.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

Ville

N°

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

*T.S. est un instrument
indispensable.
Vous en êtes convaincus.
Prouvez-le !
Un nouvel abonné
par militant !*

Le charme discret de M. d'Estaing

AVANT que le rideau ne se lève complètement sur la campagne électorale, la répartition des rôles a été faite par les princes qui nous gouvernent. Il y aura les traîtres de l'extrême-gauche. Giscard, depuis dimanche soir, y range le PC, qui pourtant depuis bien longtemps se faisait sage et prudent. Il y aura en face la force de frappe nombreuse des boxeurs, casseurs, et autres catcheurs avec en première ligne Messmer, Peyrefitte qui s'exerce à ce rôle, et la figuration active des SAC, CDR, CFT et autres organisations de choc. Il y aura enfin le technocrate, moderne et vertueux.

Des mâles

Depuis son discours de dimanche, Giscard, d'autorité, s'attribue ce rôle. Il est vrai que, de l'UDR aux réformateurs, la classe politique bourgeoise lui a facilité la tâche. M. Servan-Schreiber semble avoir perdu les quelques idées contenues dans le Manifeste radical au contact du « Libéralisme atlantique » du Centre démocrate. L'UDR en proie au pourrissement ne cherche plus même à défendre une politique : qu'on lui donne des mâles, des vrais, à qui l'on peut parler en soldats. Cela lui suffit pour panser ses plaies et acclamer Messmer. Quant au président de la République il a choisi de se battre comme un vulgaire député UDR attaché à son siège. Il manque donc un président. Voici Giscard.

Giscard qui parle civilisation quand Pompidou se débat dans les scandales. Giscard tolérant, refusant l'antisoviétisme, quand Peyrefitte sombre dans l'anticommunisme le plus primaire. Giscard qui défend la survie de l'espèce humaine quand l'UDR tente de sauver ses sièges. Giscard enfin qui, s'il n'a pas beaucoup d'imagination, a au moins une mémoire excellente : la « Nouvelle société » de Chaban deviendra la « Société libérée ». Et de nouveau les mêmes promesses affluent : sur les vieux, les handicapés, la

pollution, la qualité de la vie, et dernière trouvaille, « L'urbanisme de modération » ! Au passage le ministre des Finances se paie même le luxe de dénoncer les « abus de la puissance économique ». Ainsi les devis systématiquement minorés pour être acceptés sont ensuite multipliés par 2 ou par 6. Quelle lucidité ! On souhaiterait simplement que l'auteur poursuive son analyse : la logique du capitalisme, système de profit par exemple. Mais ce serait trop demander à l'homme qui vise ouvertement l'Elysée pour 1976. Car Giscard assume avec aisance une contradiction qui pour d'autres semblerait insurmontable : homme de parti, il dénonce une situation politique qu'il décrit dramatique. Ministre des Finances, il contribue activement à son aggravation.

Changer l'axe

En réalité il s'agit uniquement pour le leader des Républicains indépendants d'assurer un changement de l'axe du pouvoir. « Il faut que la majorité reste la majorité. La France souhaite être gouvernée au centre. » Excellente illustration du combat de classe. Giscard sait, lui, clairement, que la condition nécessaire à sa réussite politique c'est d'abord le maintien du régime. Plus lucide et plus habile que l'UDR il sait mieux le défendre. Du même coup il met en évidence que les forces qu'il représente constituent le seul recours de la bourgeoisie. Voilà pour le centre.

Giscard, dimanche, a tourné la dernière page du rêve gaulliste. Celui d'un régime tentant de masquer les antagonismes de classe dans la lignée mythique du catholicisme social. Il a posé sa candidature au pouvoir et par son intermédiaire celle de la véritable bourgeoisie dominante aujourd'hui : une bourgeoisie qui sait quelles mutations le capitalisme doit accepter pour survivre. Une bourgeoisie qui n'a que faire, des thèmes gaulliens sur l'indépendance nationale et l'association capital-travail. Une bourgeoisie enfin qui

veut en finir avec le personnel politique de l'UDR qui représente désormais un obstacle à ses ambitions. La progression des « affaires » nécessite un climat beaucoup plus ouaté...

Tel est l'enjeu politique de l'opération Giscard. Mais enjeu pour la bourgeoisie, il l'est aussi pour les travailleurs. Car le discours du ministre des Finances est tout aussi éclairant dans l'analyse qu'il fait de l'adversaire de classe : c'est à ses yeux « l'extrême-gauche », c'est-à-dire précise-t-il l'alliance socialo-communiste. Le qualificatif a de quoi étonner les militants révolutionnaires. Il est en fait révélateur : l'accord PC-PS apparaît dangereux à la bourgeoisie. Car elle ne voit pas ce que seuls les militants révolutionnaires découvrent comme stratégie réformatrice dans le programme commun. Elle en retient uniquement que le PS n'étant plus un « parti de gouvernement », l'alternance au sein du régime n'est plus possible. Et que le problème posé est désormais celui du changement de régime : là est le point décisif. Il confirme notre double analyse de l'accord PC-PS. Cet accord, qu'on le veuille ou non, a provoqué en partie un clivage de classe. Comme tel il peut favoriser une mobilisation populaire. Mais son contenu, comme la stratégie de lutte qu'il préconise, ne permettent pas de donner une réelle chance de vaincre au socialisme.

Campagne de classe

C'est de ce double constat que le mouvement révolutionnaire doit partir tant pour mener son propre combat que pour ouvrir publiquement le débat avec les communistes et les socialistes. C'est ce que le PSU fera par son Manifeste pour le socialisme et l'autogestion.

Car derrière le charme discret de la bourgeoisie giscardienne il existe une classe dominante prête à tout pour défendre ses privilèges. Ne nous y trompons pas en effet. La prochaine campagne électorale sera d'abord une campagne de classe.

Jean LE GARREC

Combat pour une presse libre

LE numéro du « Point » édité par « Politique-Hebdo » est en vente pour la troisième semaine consécutive. Et ce, malgré les pressions directes ou indirectes d'Hachette qui cherche à gêner sa diffusion en faisant savoir discrètement aux libraires qu'il n'existe qu'un seul « Point » : le sien.

Dans son numéro 3 consacré au problème de la publicité, « Le Point » (PH) lance un appel à l'ensemble des organisations de gauche et d'extrême-gauche. Cet appel, nous nous y associons car il nous semble important. Voici pourquoi :

L'objet du combat entamé par nos camarades de « Politique-Hebdo », et par J.-C. Garot détenteur du titre « Le Point » est apparu peu clair à nombre de personnes, militants révolutionnaires compris.

Etait-ce un combat purement juridique, un support publicitaire déguisé pour PH, une opération suicidaire, chère aux intellectuels d'extrême-gauche ?

Ces questions expliquent peut-être le faible nombre d'organes de Presse qui ont fait écho, à gauche, à la tentative de « Politique-Hebdo ». La seule façon de dépasser ces ambiguïtés

apparentes est donc d'entamer clairement une bataille politique, distincte du combat que PH mène par ailleurs sur le plan juridique. Sur la portée d'une telle lutte, nous ne pouvons bien sûr nous faire d'illusions. Nous ne mettrons pas en danger le trust Hachette, encore moins l'ensemble du système d'information dans ce pays.

Mais nous pouvons par des initiatives communes engageant les journaux qui entendent se battre pour la liberté de la presse, mener une campagne d'information sur une réalité qui reste très peu connue.

Une réunion commune s'est déjà tenue. Plusieurs actions sont possibles.

La première est de publier conjointement un dossier sur la situation actuelle de la presse et sur le trust Hachette, chaque journal s'engageant à en faire sa « Une ».

D'autres initiatives peuvent être prises : « Une journée de la presse libre » ; l'organisation de « 6 heures à la Mutualité » sur l'expression et l'information, la création d'un comité de défense de la presse libre... Nous croyons nécessaire également d'élargir la lutte au maximum. Et dès maintenant nous posons la question au Parti

Communiste et au Parti Socialiste. Etes-vous prêts à participer à des actions communes contre la domination des puissances financières sur les organes de presse ? Acceptez-vous de débattre publiquement des moyens à envisager pour mener ce combat ?

Questions décisives qu'il nous faut poser aujourd'hui. Car une lutte socialiste qui ne s'attaquerait pas au problème de l'information accepterait déjà par avance son échec...

G.F. ■

PCF : le choix

Face aux préparatifs, déjà bien avancés, d'une relève interne à la bourgeoisie, le P.C.F. peut-il se passer de l'appui de l'ensemble des forces anti-capitalistes ? Le refus de la C.F.D.T., venant après celui du P.S.U., de soutenir le programme commun, oblige les dirigeants du premier parti ouvrier français à choisir entre l'anathème et le dialogue. Dans la situation actuelle, où le régime paraît menacé, leur responsabilité est engagée.

Deux affiches symboliques sur un mur d'Issy-les-Moulineaux : l'une, imposante, du Parti communiste. Son titre : « Avec les communistes, pour le triomphe du Programme commun ». L'autre, plus modeste, du Parti socialiste : « Adhérez à la section d'Issy-les-Moulineaux ». Curieuse unité en vérité que celle de ces deux partis, et qu'illustrent bien ces deux placards. Un Parti communiste qui édite seul le Programme commun et qui mène la même campagne qu'il y a quatre mois au temps du petit livre orange. Un Parti socialiste dont on se demande s'il cherche à faire oublier son accord et qui a pratiquement refusé depuis le 27 juin toute campagne commune de quelque importance. Il a fallu la motion de censure arrachée in extremis à François Mitterrand par Georges Marchais pour qu'enfin on reparle un peu de cette « union de la gauche » tant proclamée en juin dernier.

l'impuissance du PS

Une telle situation semble défier la logique. Elle s'explique en fait par deux éléments. Le premier est constitué par l'impression générale qui domine au lendemain de la signature de l'accord : c'est le parti communiste qui en a donné les lignes directrices. Les quelques thèmes originaux (empruntés d'ailleurs au PSU !..) qui avaient favorisé la remontée du PS l'an dernier, ont disparu dans l'accord : il n'est plus question d'autogestion devenue encore plus vague que dans la version du CERES. Le contrôle ouvrier a disparu. Le thème « changer la vie » se réduit à une tête de chapitre, dont le contenu s'apparente uniquement au « vivre mieux » des communistes. Du coup le Parti socialiste qui ne peut retrouver d'originalité que sur sa gauche (car bloqué à droite par la tactique des réformateurs et le modernisme néo-radical) se trouve privé de son principal atout. Il ne lui reste qu'à faire de François Mitterrand l'interlocuteur privilégié de Georges Pompidou. C'est peu pour une force dont

l'ambition était de retrouver la confiance des travailleurs influencés par le PC...

le rôle de la CFDT

Deuxième élément qui aggrave la position des socialistes : La CFDT refuse de s'associer au Programme. Et elle ne le fait pas uniquement au nom de la traditionnelle indépendance syndicale, mais en référence à une conception différente du projet socialiste. Cette prise de position, qui rejoint sur un certain nombre de points l'analyse du PSU, provoque un fait politique et social nouveau : il y a désormais des forces résolument anticapitalistes, clairement engagées dans un combat contre la bourgeoisie et le régime, et qui cependant manifestent qu'une autre transition au socialisme est possible. Et il est bien difficile de faire comme s'il s'agissait là de forces marginales et sans influence.

Cette situation place le Parti communiste devant un choix : il peut, comme il avait commencé à le faire après la prise de position de la CFDT et du PSU, mener campagne sur le thème : « Ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous ». L'attitude de Georges Séguay attaquant violemment la CFDT, l'article de « France-Nouvelle », hebdomadaire du PC, dénonçant l'attitude du PSU, relèvent de cette conception qui n'est certes pas nouvelle. Mais les Communistes courent alors deux risques : le premier, c'est de n'être pas cru. Malgré leur formidable matériel de propagande, ils peuvent difficilement démontrer que les forces socialistes non parties prenantes de l'accord PC-PS, font le jeu de la bourgeoisie. La CFDT a trop affirmé sa volonté anticapitaliste pour que ce soit crédible. Le PSU a trop dit que ses désaccords sur les objectifs et les formes de la lutte des classes avec les Communistes et le PS ne le conduiraient pas à se tromper d'adversaire. L'annonce du désistement de classe des candidats PSU, s'ils sont battus au premier tour des élections, en est un exemple.

Le deuxième risque couru par les Communistes est plus grave : s'ils ont cette attitude, c'est eux-mêmes qui affaiblissent le camp anticapitaliste. La possibilité d'une relève interne à la bourgeoisie (Giscard - Réformateurs) est trop sérieuse pour négliger une partie des forces socialistes dans l'attaque du Régime. Le PCF porterait alors une lourde responsabilité.

C'est pourquoi les Communistes doivent aujourd'hui choisir. S'ils reconnaissent que les militants révolutionnaires sont partie prenante du combat anticapitaliste,

s'ils acceptent que des forces comme la CFDT et le PSU aient dans leurs domaines propres une conception différente du projet socialiste, sans être pour autant des « opportunistes de droite ou de gauche », alors les coups les plus durs peuvent être portés contre le régime actuel.

Sinon, nous aurons tous de belles années devant nous pour continuer à nous attribuer réciproquement les responsabilités du maintien de la bourgeoisie au pouvoir.

Gérard FERAN ■



Ceux qui ne sont pas avec eux sont-ils contre eux ?

PETITE CHRONIQUE DU PROGRAMME COMMUN

Misère du réformisme en matière de sexualité

Un titre un peu lourd peut-être mais que nous n'avons pas inventé. C'est le titre choisi par Wilhelm Reich pour un des chapitres de son livre « La révolution sexuelle » écrit il y a près de quarante ans et dont l'actualité est aujourd'hui plus brûlante encore. Ou, en lisant le Programme commun, chapitre IX « La promotion de la femme », chapitre X « La famille », chapitre XI « La jeunesse », on peut conclure à la grande, très grande « misère sexuelle du réformisme ». Reich disait fort justement que « les réactionnaires ne comprennent jamais que la misère sexuelle fait partie intégrante de l'ordre social qu'ils défendent » : quand les communistes et les socialistes oublient dans leur programme de gouvernement de prendre à bras le corps les problèmes de la famille, de la jeunesse, de la femme, en partant des problèmes fondamentaux de la sexualité, ils se conduisent bien comme ces réformistes dont parlait Reich, qui pensent que le socialisme sera introduit morceau par morceau, dans un ordre social défini par des rapports de production capitalistes (rapports de production et pas seulement rapports de propriété). Sans doute l'accord prévoit des mesures positives : les moyens anticonceptionnels seront vulgarisés, la législation répressive concernant l'avortement sera abrogée : le programme refuse d'en tirer la conséquence logique et nécessaire, autrement dit l'avortement libre et gratuit. Seules, les femmes disposant de moyens aisés pourront bénéficier de ces dispositions ; pas de Sécurité sociale pour les avortements.

En ce qui concerne l'éducation sexuelle, cinq mots figurent dans le programme commun : « l'éducation sexuelle sera

développée... un point, c'est tout. Qui dispensera cette éducation ? Quelle sera sa forme pédagogique ? A partir de quel âge cette éducation sera dispensée ? Cela aura-t-il lieu uniquement dans les établissements secondaires ? Et l'école maternelle ? Et le primaire ? Cela sera-t-il un enseignement du type zoologique, académique ou mettra-t-il en question tous les rapports, ceux entre garçons et filles, entre parents et enfants, avec toutes les implications au niveau d'une nouvelle définition des rapports sociaux et du rôle répressif de la famille ?

On nous répondra peut-être : « Vous avez raison, mais l'important n'était-il pas précisément que ces cinq mots figurent dans le programme commun, à partir de là les mesures d'application pourront être prises. » Mais ces cinq mots, par leur généralité, leur côté vague, peuvent surtout favoriser le néant, ils traduisent aussi d'une manière patente l'embarras du PCF et du PS sur cette question, leur manque d'imagination et le vide de leur formule « changer la vie ».

On nous annonce une politique « hardie » de l'enfance, notamment par un développement de la médecine scolaire. Dans un autre chapitre consacré à la santé, on nous avait annoncé un développement de l'équipement hospitalier. On nous annonce également que « des consultations et centres appropriés dans les hôpitaux et dispensaires publics » seront ouverts pour informer les femmes sur les moyens anticonceptionnels : comment concilier de tels objectifs avec le maintien du système médical actuel ? Comment ne pas voir la liaison évidente entre ces objectifs et une réforme radicale des études de médecine, la suppression de l'ordre réactionnaire des médecins, seuls moyens de créer réellement les fondements d'une médecine populaire ?

DÉBATS
C N O

P.T.T. : détournement
de service public

La modernisation des PTT n'a pas pour seul but de rationaliser les services et d'adapter les moyens au trafic. Elle a surtout pour objectif de mettre l'Administration au service du capital.

Si de nombreuses luttes se mènent aux PTT, c'est que, bien souvent, la modernisation se fait sur le dos du personnel. D'autres raisons expliquent cette combativité : déracinement de provinciaux installés à Paris sans logement, mauvaises conditions de travail, salaires très bas, affrontements nombreux avec une hiérarchie dépassée et caporaliste. La modernisation aux PTT (mise en électronique des chèques postaux, mécanisation des bureaux de poste et des centres de tri, automatisations du téléphone) s'instaure dans des conditions détestables. De plus, le personnel n'est pas consulté sinon quand tout est décidé. Quels sont pour lui dans l'immédiat les seuls résultats tangibles de la modernisation ? Un travail qui se dépersonnalise, des licenciements d'auxiliaires, des déplacements de titulaires, des

mutations de plus en plus difficiles, tels sont les effets de la mainmise du privé sur le service public des PTT.

Kidnapping

Nous assistons à une véritable opération « main basse » sur les PTT, à un détournement, un kidnapping, qui a la bénédiction de l'Etat-Patron. On comprend mieux pourquoi les nationalisations du programme commun n'effraient plus personne lorsque les administrations se mettent si docilement au service du capital. Ce détournement n'a rien de mineur car les PTT constituent un secteur essentiel pour le développement du capitalisme et jouent très bien un rôle de transmission de l'idéologie bourgeoise. Leur rôle dans le développement économique est un rôle indispensable au fonctionnement des échanges et à l'accumulation du capital. Faut-il rappeler que 80 % du courrier est de type commercial et que les sociétés de financement du téléphone comme Finextel, Codeitel, Agritel ont permis d'accroître le profit des grandes ban-

ques ? De même, le circuit de distribution des correspondances est utilisé pour la publicité. Désormais, l'agression contre l'utilisateur est organisée par l'Administration : les boîtes aux lettres se remplissent d'« imprimés sans adresse » à caractère publicitaire et les distributions, qui touchent maintenant tous les foyers, constituent une véritable pollution pour le seul profit des grosses sociétés.

Par ailleurs, l'Administration n'assume plus ses responsabilités en ce qui concerne la distribution du courrier à domicile.

Quant à l'argent récolté par les chèques postaux et la Caisse Nationale d'Épargne, il sert principalement les intérêts du grand capital.

La Fonction Publique, les P.T.T. en particulier, ont servi de banc d'essai à une certaine politique : c'était « la nouvelle société », avec ses « contrats de progrès ». Cette politique ne sert qu'à masquer l'organisation militaire du travail. Faire croire au fonctionnaire qu'il est au service d'un Etat neutre et qu'il défend l'intérêt général, c'est le tromper, et tromper le public.

Associer les usagers

Dans quels axes doit s'organiser la lutte ? Les postiers du PSU ont toujours favorisé les actions qui permettent d'associer les usagers aux revendications des travailleurs des PTT. Au-delà de l'information au public, ils ont essayé de créer un

front travailleurs-usagers, face aux manœuvres du pouvoir et de l'Administration. Cette action est difficile car il n'est pas toujours possible de convaincre cette opinion manipulée efficacement par nos adversaires de classe. Cependant, certains succès ont été obtenus lors de grèves ou de conflits sociaux.

La bagarre constante pour accroître le pouvoir des travailleurs dans l'entreprise permet un certain nombre de conquêtes. Il faut soutenir les actions qui ont pour but l'amélioration et le contrôle des conditions de travail dans le refus d'une organisation de type hiérarchique et militaire.

Deux tâches principales s'imposent au militant PSU des PTT : créer la liaison usagers-travailleurs, et favoriser les actions qui vont dans le sens de l'axe stratégique du PSU, en particulier, celles qui vont dans la direction du contrôle ouvrier.

PSU-PTT
Région Parisienne ■

La Conférence Nationale Ouvrière aura lieu les 28 et 29 octobre prochains à la Maison du Peuple de Clichy.

Les participants se répartiront en cinq commissions qui auront pour thèmes :

1. — Analyse des composantes de la classe ouvrière, des contradictions internes qui la traversent (relation entre différentes catégories de salariés, relation travailleurs français, immigrés, Girostel, Pennaroya, Joint Français, Renault-Le Mans).

2. — Formes actuelles de l'organisation et de l'exploitation du travail (restructurations, reconversions et leurs conséquences, sous-traitance, mensualisation, contrats à temps, intérimaire, répression).

3. — Conduite des luttes, leur unification et leur élargissement (revendications, mots d'ordre, liaisons internes-externes, comités de grève, comités de soutien, relations avec les organisations paysannes).

4. — Lutte politique, lutte syndicale. Bases politiques de l'intervention des révolutionnaires (rôle de la presse politique d'entreprise, démocratie ouvrière, pour ou contre le droit de tendance et (ou) de fraction dans les organisations syndicales).

5. — Les perspectives socialistes dans les luttes ouvrières et l'intervention des révolutionnaires : comités de grève, problème du pouvoir ouvrier, du contrôle ouvrier, de l'autogestion.

Grèves dans la région lyonnaise

Deux luttes témoignant de la combativité des travailleurs viennent de se dérouler dans la région lyonnaise.

Sur la zone industrielle de Saint-Priest, dans la banlieue lyonnaise, les travailleurs de Maco-Meudon (fabrique de compresseurs) décident une grève illimitée, le 20 septembre dernier.

L'entreprise emploie plus de 300 personnes, mais seuls les 230 ouvriers (qui comprennent une forte proportion de travailleurs immigrés) arrêtent le travail. Après discussions, les cadres « refusent de demander une augmentation ».

Trois revendications principales : augmentation de salaires (le patron a récemment décidé de ne pas suivre l'indice de la C.G.T.), réduction du temps de travail (actuellement 47 h 30) et le rétablissement de certaines primes récemment supprimées par le patron.

Aucune tradition de lutte dans l'entreprise, c'est la première grève. Un seul syndicat présent : la CGT.

La combativité des travailleurs est très forte. Pourtant, dès le début, les grévistes sont isolés. L'UL et les métaux CGT ne semblent pas s'intéresser à leur sort, alors que les délégués, sans expérience de lutte, sont très vite dépassés et ne prennent aucune initiative. C'est ainsi qu'une décision d'occupation de l'usine au matin du septième jour de grève tourne court, à cause de la présence d'un huis-sier appelé par le patron.

Il faut attendre le huitième jour de grève pour que soit décidée la rédaction d'un tract. Mais le même jour la CGT refusera de le tirer à cause du contenu.

De même, la CGT (et non pas les gars de la boîte) « donne des ordres » pour que soit répondu négativement aux camarades du PSU qui étaient venus proposer leur soutien et la popularisation de la lutte : « Ce sont des gauchistes, ils veulent s'infiltrer dans la boîte. » Résultat : une démobilitation progressive des travailleurs et une colère grandissante contre ceux qui les ont entraînés là. Le travail a repris au matin du neuvième jour de grève, alors que rien n'avait été obtenu et que le climat général était proche de l'écoeurement. Dans le même temps, le 21 septembre, une grève illimitée était déclenchée à Rhône-Isère (fabrique de clefs, cadenas), à Lyon-Vaise, qui emploie huit cents salariés dont 70 % de femmes. Trois cent cinquante travailleuses suivent la grève, décidée sans contacts avec elles, par les délégués CGT. Là aussi, seule la CGT est présente. Une revendication avancée par les délégués CGT : 50 centimes d'augmentation pour tout le monde. Une autre, avancée par les femmes (mais qui sera traitée d'« utopie » par les délégués) : à travail égal, salaire égal. Il existe en effet, sur le même poste de travail, toute une gamme de salaires différents. Dès le début, les délégués CGT et le permanent venu les épauler freinent le mouvement et poussent à la reprise. Les ouvrières refusent une première proposition du patron, alors que les délégués s'en seraient contentés, puis font deux manifestations dans le quartier. Les délégués CGT n'hésitent pas à déchirer des panneaux fabriqués par des ouvrières de l'usine pour faire connaître leur lutte.

Devant une menace d'occupation, le patron lâche 46 centimes d'augmentation pour le 1^{er} octobre. Rien pour l'égalité des salaires.

La CGT crie victoire et fait rentrer les travailleuses avec les panneaux. « Ça y est ! Nous avons nos 1.000 F ! »

Dans les deux luttes, il n'y a pas eu de préparation de la grève. A Maco-Meudon, elle a éclaté spontanément devant le refus du patron, sans contacts extérieurs pris pour assurer leur action. A Rhône-Isère, lorsque les délégués ont demandé aux travailleuses de descendre dans la cour de l'usine,



ils n'avaient pris aucun contact avec elles et n'avaient encore pas préparé de cahier de revendications. Dans les réunions syndicales précédant la grève, il n'avait été question que de cartes et de timbres...

Dans les deux cas, la lutte est restée isolée, surtout celle de Maco-Meudon, alors que de nombreuses boîtes sont implantées sur cette zone industrielle : pas d'information diffusée, ou simplement dans le quartier, pour Rhône-Isère. Ce ne sont pas quelques lignes de communiqué dans « Le Progrès » qui peuvent mobiliser les travailleurs dans un soutien actif. Et ce n'est pas un hasard si, dans les deux cas, la CGT a joué un rôle de frein. Comme elle dit en toutes lettres dans un tract diffusé à Rhône-Isère, elle ne veut pas des luttes longues et dures chères aux gauchistes ! La proximité des élections et le soutien apporté par la CGT au programme commun la conduisent à refuser de se battre sur le terrain de la lutte des classes. Les travailleurs peuvent tout attendre des élections ! Qu'ils votent bien et ne troublent pas l'ordre !

Cependant, les deux luttes ont en commun une grande combativité ouvrière : déviée ou avortée, elle existe.

L'important c'est de ne pas laisser se perdre cette combativité dans l'écoeurement et la négation des luttes.

● Reprendre la lutte avec les travailleurs pour en faire l'analyse, voir les causes de l'échec et les conditions de redémarrage par la suite.

● Mettre en contact les noyaux ouvriers qui n'acceptent pas la « rentrée ».

● Faire connaître l'expérience, l'analyse des échecs dans d'autres boîtes pour en faire bénéficier d'autres groupes ouvriers.

● A travers les luttes concrètes, montrer comment peut se situer une autre stratégie que celle de la mise en sommeil des luttes à la base.

Correspondance ■

Ne vous contentez pas d'un T.S. pour deux !



UN ABONNÉ NOUVEAU
PAR MILITANT

MENACES SUR RENAULT

Au cours des huit premiers mois de 1972, la Régie Renault a produit 18,4 % de voitures de plus que pendant la même période de 1971. Elle en a vendu 24 % de plus en France et 11 % de plus à l'étranger. La régie dépasse (sauf en ce qui concerne les exportations) l'ensemble des constructeurs français, et de loin.

Mais, elle annonce le 11 septembre aux travailleurs de Boulogne Billancourt qu'elle allait devoir procéder à un « chômage technique » de deux jours au cours du mois. Motif avancé : rééquilibrage de certaines productions de la gamme. Cela représente une perte de 80 à 120 F pour les ouvriers.

Les travailleurs ne sont pas dupes. Il est vrai que les 4 L et surtout les R6 se vendent mal, que les stocks s'accroissent. Mais cette situation n'est pas nouvelle. La Régie aurait pu procéder au « rééquilibrage » au cours du mois d'août, mois des vacances. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ?

Chez les travailleurs de Boulogne-Billancourt, l'incertitude du lendemain a gagné peu à peu. Tout le monde a compris qu'il s'agissait d'un chômage réel dû à l'incapacité de la Direction. Mais cette incapacité arrive à point. Elle permet de justifier une politique qui n'ose pas dire son nom : la liquidation partielle, sinon totale, des usines Renault à Billancourt-Ile Seguin. 34.000 personnes sont concernées.

Les congés piégés

Alors que l'effectif des autres grandes usines du groupe (Flins, Cléon, Sandouville) progresse (moins vite que la production par suite de l'accélération constante des cadences), Boulogne-Billancourt diminue peu à peu. Depuis deux ans, certains ateliers (forges, décolletage) ont été transférés vers d'autres usines ou vers ses fameuses filiales qui, ce n'est pas un hasard, se développent rapidement. Deux mille cinq cents emplois ont été ainsi liquidés, en majorité des emplois d'O.S. Pour arriver à ce résultat peu reluisant, plusieurs méthodes ont été utilisées. Il y a eu d'abord l'arrêt de l'embauche. On a proposé ensuite des mutations vers Flins (Flins compte actuellement 20.000 travailleurs, l'usine a doublé en cinq ans), à l'aide d'une prime dérisoire (500 F) par rapport aux conséquences (coût des transports, encasernement dans les foyers, etc.). Aux femmes (dont de nombreuses O.S., conductrices d'engins, sellerie) on a offert un recyclage afin de devenir... sténo-dactylo !

Dernière trouvaille d'avant l'été : on a offert des congés sans solde jusqu'à six mois. Jusqu'à présent, les travailleurs immigrés qui constituent le gros bataillon de l'Ile Seguin n'y avaient jamais droit ! La crainte de perdre son emploi a été telle que peu de travailleurs ont finalement accepté d'utiliser la procédure après l'avoir envisagée : il y a eu 400 renoncements. La centaine qui avaient pris un mois supplémentaire (donc jusqu'à fin septembre) est rentrée avant le 30 septembre.

Derrière l'offre généreuse, figurait en bonne place la menace : « tout retard serait sanctionné », ce qui finalement en disait long sur « l'état d'esprit » de la Direction.

A ces différentes mesures s'ajoute, bien entendu, le train-train quotidien des sanctions, mutations, déqualification jusqu'à l'écœurement, lorsque « l'ambiance » est ainsi, les travailleurs, inquiets, commencent à chercher du travail ailleurs, ce qui accélérera « sans douleur » la réduction des effectifs de Billancourt-Seguin. L'inquiétude est très forte chez les travailleurs immigrés.

A terme, la Régie, au lieu de moderniser les chaînes de Boulogne, investira ses profits aux côtés de ceux du secteur privé afin d'y jouer le rôle de subvention publique. C'est ce qui se passe déjà, particulièrement à Cléon où Renault travaille pour Peugeot.

Il y a mieux : après la liquidation de Citroën-Javel, celle de Renault-Billancourt libérerait des vastes terrains en région parisienne, ces terrains qui font les délices des spéculateurs de tout poil,

même lorsqu'ils « doivent » concéder quelques hectares de verdure ! On voudrait que ça ne soit pas vrai, bien sûr !

Deux stratégies

La Direction au service du capital et de son gouvernement (et non bien entendu au service du peuple malgré le titre d'entreprise nationalisée) a su se glisser dans la faille qui est apparue dans la résistance des travailleurs.

La Régie est depuis 1968 (et même un peu avant) un lieu d'affrontement d'une grande intensité au sein du mouvement ouvrier. Deux stratégies sont confrontées. Celle du parti communiste qui anime l'essentiel des structures syndicales de la C.G.T. et celle, plus confuse, des différentes variantes du Mouvement révolutionnaire (les gauchistes, anarchistes, trotskystes, maoïstes, anarcho syndicalistes, pour reprendre la terminologie du P.C.F.)... La stratégie du P.C.F. a toujours été axée autour du thème « Renault, phare de la nationalisation ». La bataille s'est circonscrite autour des revendications syndicales traditionnelles (salaire, emploi, congé, 40 heures). Les revendications de conditions et d'organisation du travail, ont eu dans cette stratégie, une place assez mineure. Il fallait en effet prouver qu'à la Régie l'expérience de la nationalisation serait victorieuse (attachement personnel aux redevancements, à la qualité du travail, etc.). Dès lors, les travailleurs de chez Renault n'avaient qu'un rôle politique très secondaire à jouer : favoriser l'arrivée par les élections d'un gouvernement de gauche qui étendrait à d'autres secteurs les nationalisations. D'élections en élections depuis 1945, les ouvriers de Renault ont été ainsi installés dans l'attente. On comprend que la « forteresse » révolutionnaire se soit transformée en forteresse bureaucratique.

Comme il fallait s'y attendre, l'Histoire de la lutte des classes n'a pas attendu le P.C.F. chez Renault. Malgré l'emprise hégémonique des structures politico-syndicales du PCF, des révoltes plus ou moins spontanées ont éclaté en masse. 1968 a permis la jonction d'un nombre grandissant de travailleurs mécontents. Il a été difficile à la C.G.T. de faire reprendre le travail pour de... nouvelles élections législatives.



BELFORT : LA CHASSE AUX JEUNES

L'affaire remonte à la Pentecôte 72 : à l'époque, un jeune belfortain de 15 ans et demi, Frédéric T., va à la fête champêtre de Lutte Ouvrière. Son père (sans savoir où il allait ?) lui a donné un chèque pour subsister pendant les trois jours du week-end.

Puis inquiet (ou inquieté... par qui ?) quant au voyage de son fils, il va confier sa peine à l'un de ses amis, fonctionnaire de la Sûreté.

A son retour, Frédéric est invité par son père à se rendre au commissariat de police pour dire ce qu'il a fait, et avec qui il est parti. Il y va.

Le lendemain, le jeune homme rédige un tract, « J'accuse », où il relate les brutalités policières dont il a fait l'objet.

« A peine arrivé — raconte-t-il — un policier en civil me flanque des coups au visage pour me mettre en

condition (...). On me laisse tout seul dans une salle de police pendant environ 3/4 d'heure. J'avais froid. On me ramène au deuxième étage, bureau 7. C. (le policier) me frappe à nouveau et on me pose encore des questions. »

« Entre ensuite un petit gros à lunettes avec un tuyau d'arrosage. Il enlève une de mes chaussures et me frappe sur le pied avec une règle en fer. Puis il me frappe sur le dos à coups de tuyau. Ils faisaient leur sale boulot, tout en continuant à m'abreuver de questions sur Lutte Ouvrière. Ensuite, ils se sont mis à m'écraser les lèvres à coups de poing. Après, des menaces : on veut me déshabiller, me faire « le coup de la serviette » (sic) et me mettre la tête entre les barreaux « pour que je crève ».

Après la publication de ce tract, l'émotion est très vive à Belfort. Des conversations privées de personnes bien placées confirment l'exactitude du récit du jeune Frédéric.

« L'Est Républicain », seul journal local, n'en diffuse pas moins la version officielle : « Frédéric T.

Depuis lors, cette dernière a la hantise d'un mouvement qui mettrait le feu aux poudres, à l'usine et sans doute à l'extérieur. Elle a étouffé au maximum les luttes qui ont éclaté ici et là. Du coup, elle a progressivement perdu le contrôle à la base dans de nombreux ateliers, particulièrement chez les travailleurs immigrés, les O.S. de l'Ile Seguin.

Vers un contrôle des cadences

Les différentes composantes du mouvement révolutionnaire ont tenté, souvent contradictoirement de prendre en charge la volonté de grève des travailleurs de Renault pour lui donner sa véritable dimension : la grève générale et le renversement du pouvoir bourgeois par l'action des masses. Cela s'est traduit par des affrontements violents (politiques et physiques) entre les deux stratégies, par une grande confusion, par le découragement et en fin de compte, par un grand nombre de défaites des travailleurs de la Régie Renault. Dans ces conditions, il était « normal » que la Direction profite de la situation.

Aujourd'hui, elle peut réprimer le mouvement de révolte des O.S. (jeunes immigrés, etc.) celui, plus traditionnel des O.P. Elle peut accélérer le démantèlement de la Régie « nationale » au profit des intérêts privés. En toute quiétude. Le P.C.F.-Renault s'est suffisamment discrédité et le Mouvement révolutionnaire est faible et dispersé...

Longtemps proche du Mouvement révolutionnaire sous l'impulsion de militants actifs, la C.F.D.T.-Billancourt est aujourd'hui suiviste. Elle reproduit au plan syndical avec la C.G.T. l'accord politique P.C.F.-P.S. Elle cautionne ainsi une politique d'isolement et de freinage des luttes. Sa « compréhension » à l'égard des militants et des ouvriers révolutionnaires ne dépasse pas le cadre humanitaire.

Malgré son relatif isolement, il importe cependant que dans les semaines qui viennent le Mouvement révolutionnaire mène des batailles claires pour qu'à Billancourt soient recréées les conditions du combat révolutionnaire ouvrier.

Aux journées de chômage imposées par la Direction en septembre, renouvelées en octobre et sans doute au-delà, les travailleurs répondent par le COULAGE DE LA PRODUCTION. Ce qui veut dire, pour un travailleur sur chaîne, l'opération de montage que d'une voiture sur deux ou sur trois, ou d'un moteur sur deux ou sur trois. Les moteurs ou voitures n'ayant subi aucune opération de montage sont repris en retouche. Aujourd'hui, après l'avoir longtemps ignoré, la C.G.T.-Renault reconnaît que le coulage existe à Billancourt. Elle lui trouve une excuse.

Lorsque le rapport de forces sera plus favorable, il deviendra alors possible d'organiser la baisse des cadences sur les chaînes et les postes individuels. C'est l'étape supérieure, le débouché de masse de la riposte organisée.

C'est là la proposition des militants P.S.U.-Renault pour l'information et la discussion sur les chaînes, dans les assemblées d'ateliers, de bureaux aussi, pour la paye intégrale, pour le maintien de l'emploi, contre la répression patronale et le blocage syndical.

Michel CAMOUIS ■

s'est blessé de lui-même dans un moment de furieuse exaltation... » (1) On annonce une plainte du père pour détournement de mineur, l'ouverture d'une enquête du Parquet pour diffusion de fausses nouvelles... et les vacances arrivent. Tout semble oublié.

Il n'en est rien : en septembre, rentrée faite, le juge d'instruction notifie à trois militants — dont Frédéric T. — une inculpation pour diffusion de fausses nouvelles. L'affaire n'est donc pas terminée. Ni pour les trois inculpés, bien sûr, ni pour la police de Belfort, qui commence à avoir la main lourde : l'an dernier c'est un afficheur de « Charlie-Hebdo » qui se faisait tabasser au commissariat.

Pas terminée non plus pour les lycéens de Belfort, qui ont beaucoup appris.

Ils savent maintenant qu'il est dangereux de sympathiser avec les organisations révolutionnaires. Que le papa veille. Et que, quand le papa ne suffit pas, la police est là pour jouer pleinement son rôle de soutien de famille...

Correspondance ■

ECHEC A BIBENDUM

(suite)

La grève de l'atelier OPK aux usines Michelin de Clermont-Ferrand a pris de l'ampleur depuis la semaine dernière. Démarré dans un atelier-clé de la production (cf TS 548), le mouvement mobilise maintenant des milliers de travailleurs de Michelin, à Clermont-Ferrand et dans les autres usines du groupe. C'est « à chaud » et alors que le mouvement ne cesse d'évoluer que nous parvenons les informations de nos correspondants sur place. Nous vous les livrons telles quelles.

Pendant 14 jours, le patron de combat qu'est Michelin a cru qu'il pourrait s'en sortir par des manœuvres :

— il a refusé toute négociation (« nous ne pourrions étudier les problèmes des travailleurs qu'à la reprise du travail ») ;

— il a menacé (« nous risquons de sérieuses difficultés pour l'entreprise ») ;

— il a voulu casser la grève : pour cela, il n'a pas hésité à envoyer des agents de maîtrise remplacer les grévistes sur les machines (mais ces messieurs n'arrivaient qu'à une maigre production), il a fait appel à ses usines extérieures pour qu'elles fournissent les nappes métalliques indispensables à la remise en route de sa production (mais la solidarité des travailleurs a contrecarré les plans de la direction).

OPK n'est pas seul

Tout cela en vain. Les travailleurs Michelin ont des revendications communes ; ils ont eu très vite conscience que la lutte d'OPK pour :

- une augmentation des salaires de 50 centimes pour tous ;
- la suppression des chronomètres ;

— l'amélioration des conditions de travail,

était une lutte capitale pour l'ensemble des travailleurs.

La solidarité s'est rapidement développée dans les usines de Clermont-Ferrand, notamment par des délégations, des collectes...

Mercredi 4, les travailleurs accentuent leur pression ; c'est par milliers qu'ils débrayent et se rendent sur place à OPK dire à leurs camarades en grève qu'ils les soutiendront jusqu'au bout, jusqu'à ce que Michelin satisfasse leurs revendications.

Cette mobilisation a des effets rapides. D'abord les chefs que la direction avait détachés à OPK pour quitter sa production doivent quitter sur le champ l'atelier...

La direction montre alors tout son cynisme. Elle fait du chantage dans les services, les ateliers. Elle fait courir les bruits les plus fous pour créer un climat de peur : il y a — dit-elle — des bagarres à OPK, des blessés, du sabotage. Tout cela, elle l'invente ; par contre certains agents de maîtrise, qui avaient été tirés au sort pour « faire la sale besogne », ont dit aux travailleurs venus massivement : « il y a un moment qu'on vous attendait ».

Chez les mensuels, on brandit l'épouvantail de la peur. On met les « dossiers » dans des coffres, on change les serrures des portes, on avertit les femmes qu'elles doivent se méfier des grévistes « qui pourraient bien venir les violer » !

Les méthodes les plus basses

Michelin s'affirme une fois de plus comme un patron de combat qui n'hésite pas à employer les méthodes les plus basses. (Messmer, le légionnaire — partisan des opérations « coups de poings » — peut être fier du patron du pneu !).

Les travailleurs en lutte, inlassablement, expliquent que la grève, c'est leur seule arme, que l'intox est une des manœuvres patronales.

Mercredi soir les syndicats sont convoqués pour RECEVOIR UNE COMMUNICATION le jeudi à 9 h.

Le jeudi les travailleurs arrêtent le travail dans tous les ateliers ; ils se rassemblent, place des Carmes, pour montrer leur détermination et exiger des négociations.

A 9 h, Michelin recule ; la communication se transforme en négociation sous la pression des travailleurs. La menace de lock-out est levée provisoirement.

Mais les propositions de Michelin vont être dérisoires. Les travailleurs d'OPK demandent 0,50 F pour tous. La direction propose 10 centimes pour les seuls chefs de calendres.

Sur la place, 10 000 travailleurs répondent par des huées.

La discussion reprend. Cette fois la direction concède de 5 à 30 centimes selon les postes. En ce qui concerne les revendications générales des tra-



vailleurs, la direction s'engage pour une réunion paritaire le 27 octobre.

A la tribune, le représentant de la CGT présente les propositions comme positives, bien qu'insuffisantes ; « mais ce sont les travailleurs d'OPK qui doivent décider ».

Ceux-ci se réunissent en assemblée générale. Ils sont unanimes : « ce n'est pas l'aumône que nous voulons ; on continue la lutte ».

Michelin peut payer

La direction ne veut pas faire d'autres propositions, elle dit avoir proposé le maximum. Pourtant le même jour dans « Bib Revue », sa revue officielle, elle étale ses richesses : « notre chiffre d'affaires est en hausse de 22,5 % ».

Michelin peut payer.

A 18 h 15, coup de théâtre, la direction convoque pour le lendemain les élus du C.E. Les négociations, c'est terminé.

Vendredi des milliers de travailleurs se rassemblent à nouveau. Mais la direction com-

munique : elle annonce la réduction du temps de travail dans les ateliers bloqués par la grève d'OPK. Les travailleurs crient qu'ils ne céderont pas. Qu'ils vont occuper.

Les syndicats réunissent leurs militants et appellent les travailleurs à être prêts à la riposte ce lundi.

Effectivement il semble que la riposte soit possible.

Le PSU commence une campagne d'information dans tout Clermont-Ferrand et sa banlieue.

Nos camarades de la section « Entreprise » sont au premier rang dans la lutte.

Les travailleurs de Vittoria (Espagne) manifestent leur soutien et démarrent des mouvements.

Des actions sont à signaler à Bourges également.

Peut-être le Bib va-t-il devoir courber l'échine. Pour la première fois. Cela est possible si les travailleurs restent unis et n'abandonnent pas leurs revendications du départ (notamment anti-hiérarchiques).

Correspondance ■

Les Cahiers contre-attaquent

Le 1^{er} juin 1972, le Ministère de l'Education Nationale dénonçait la subvention allouée aux Cahiers Pédagogiques. Motif officiel : cette revue dépasse le cadre de la pédagogie pour faire de la politique.

Motif officieux : les pressions du sieur Guy Bayet, ci-devant Président de la Société des Agrégés et pris de panique à l'idée que les Cahiers étaient en train de préparer une « Révolution culturelle » !...

Cette mesure place aujourd'hui les Cahiers Pédagogiques dans une situation financière difficile. Edités désormais par le mouvement Freinet, ils lancent un appel (1) dans un numéro spécial consacré à cette affaire. Ce numéro comporte un article d'orientation générale sur la fonction des Cahiers et un Dossier de Presse reproduisant les réactions suscitées après la suppression de leur subvention. Un colloque sur Illich, organisé en juin dernier paraîtra

dans les prochains numéros. TS s'associe à cet appel pour une réelle liberté pédagogique.

Quant à M. Bayet, nous n'osons lui souhaiter que le ridicule tue encore un peu, sous peine d'être accusé par M. Marcellin d'incitation au meurtre... Et pourtant. ■

(1) Souscription Fédération des CRAP - C.C.P. 3 523 99' Bordeaux.

Après la JEC, Vie nouvelle

Le mouvement Vie Nouvelle, mouvement d'éducation populaire, vient de se voir retirer lui aussi sa subvention. Cette mesure avait été prise auparavant à l'encontre de la JEC (Jeunesse Etudiante Chrétienne). Dans les deux cas, le Ministère accuse ces mouvements « de faire de la politique ». Que de politique, décidément, et faut-il que le gouvernement en ait si peur pour qu'il tape ainsi sur

tout ce qui bouge. Il montre en tout cas de façon éclatante quelle est sa politique à lui, en matière d'éducation populaire et de mouvements de jeunesse. Mais à vouloir aller trop loin, le Ministère pourrait bien avoir à faire face bientôt, à la solidarité de la plupart des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire. Il risque alors de trouver qu'il y a vraiment beaucoup trop de gens qui font de la politique dans ce pays. ■

Prison pour un patron

Roger Bibet, directeur-gérant de la Société industrielle et commerciale Rhône-Alpes, à Villeurbanne, a été condamné pour licenciement abusif à quatre mois de prison par défaut. Le patron, en effet, n'a pas cru devoir se présenter devant le tribunal de Lyon qui le jugeait sur des faits remontant au 10 septembre 71. Ce jour-là, sur

l'un des chantiers de la société, à Marseille, quatre ouvriers syndiqués se mettent en grève pour revendiquer un changement de leur mode de travail. Cet arrêt de travail provoque le chômage technique de 45 autres ouvriers. La réaction du patron est rapide : il licencie les quatre grévistes par télégramme. Les attendus du jugement précisent que Bibet a agi sans l'autorisation préalable du service départemental de la main-d'œuvre et qu'il a pris en considération l'activité syndicale de ses ouvriers. ■

Ardennes : pas de vacances

Dans les Ardennes, la lutte des classes n'a pas pris de vacances : après les conflits de la Sefac à Monthermé, de Casita à Bogny, des Forges de Vence à Charleville-Mézières, de Porcher à Revin... ce sont les travailleurs sédanais qui entrent aujourd'hui en lutte : — Grève perlée chez Vallourec ; — Grève avec occupation chez Fosco à Donchery ; — Grève de la fonderie lingotière chez Usinor.

En effet, dans les trois cas, il s'agit pour les travailleurs de Sedan de défendre un pouvoir d'achat durement touché par l'inflation. Il s'agit d'autre part de remettre en cause l'organisation capitaliste du travail qui impose à la classe ouvrière des conditions de vie inhumaines. Les feux continus et le travail en trois postes, ça devient intolérable. Les manœuvres patronales pour diviser les grévistes — par exemple, l'envoi d'une lettre aux familles du personnel par la direction de Vallourec —, ont jusqu'ici échoué grâce à la solidarité ouvrière dans la lutte.

Pour soutenir et développer le mouvement le PSU a proposé aux travailleurs d'Usinor, de Vallourec et de Fosco de mettre sur pied un puissant comité de soutien inter-entreprises. ■

1^{er} Salon des consommateurs

UN NOUVEAU

Un phénomène qu'il faut bien qualifier de « petit événement » s'est achevé lundi soir à Paris. Pendant qu'à l'Assemblée nationale les députés achevaient leur débat rituel sur la motion de censure, une demi-douzaine d'organisations de consommateurs invitaient la population à venir dialoguer avec elles, à l'occasion du Salon des consommateurs, premier du genre en France. Ouvert à tous et gratuit, ce Salon a connu une réelle affluence : de jeudi à lundi, près d'une centaine de milliers d'usagers se sont pressés autour des stands, ont discuté avec les militants des groupements de consommateurs et, pour certains, participé aux débats publics (ou séances de ciné-club) organisés chaque jour sur des thèmes critiquant tel ou tel aspect de la consommation d'aujourd'hui.

Que ce Salon, improvisé en deux mois à peine (1), ait pu avoir lieu est déjà un signe intéressant : cela prouve que les organisations de consommateurs, moins squelettiques qu'on le dit parfois, ont eu assez de militants pour mener l'affaire à bien ; cela prouve aussi que ces organisations ont réussi à surmonter leurs rivalités (à l'exception de l'Union fédérale de la Consommation, qui a préféré faire bande à part et s'en repent depuis) pour offrir à l'opinion une « fête » commune, que bien peu auraient imaginée possible six mois plus tôt. Le succès de foule rencontré par le salon a enfin montré que quelque chose avait « bougé ».

D'importantes concessions

Second enseignement : la soudaine sollicitude dont a fait preuve à cette occasion le gouvernement envers les organisations de consommateurs, qui ont obtenu en quelques semaines plus qu'elles

(1) C'est en juillet seulement que la FNAC, qui compte installer en novembre un nouveau magasin rue de Rennes, a proposé aux organisations de consommateurs d'utiliser, si elles le souhaitent, ce local destiné à rester vide jusque-là.

n'avaient eu jusque-là en 10 ans : la promesse du vote (dans sa version dure) de la loi réprimant le démarchage à domicile ; un premier décret obligeant le patronat à indiquer sur les étiquettes le contenu de ce qu'il vend ; l'annonce d'une répression sérieuse de la publicité mensongère ; l'accès moins chiche des organisations des consommateurs aux écrans de la télévision ; la promesse d'un appui à la revue de l'Institut de la consommation : « 50 millions de consommateurs »... Giscard d'Estaing s'était dérangé lui-même pour annoncer la chose et confirmer que le Conseil économique allait étudier sérieusement avec les organisations les problèmes posés par la « société de consommation »...

Pourquoi cet empressement ? Souci électoral, sûrement : depuis le talc Morhange, les Français (les Françaises surtout) sont plus sensibles à ces questions, et le pouvoir cherche à les séduire. Après avoir tant parlé de l'homme-producteur, vait-on maintenant parler du citoyen-consommateur ? L'ambiguïté de l'expression — comme celle d'ailleurs de « société de consommation de masse », souvent utilisée par les économistes de droite pour ne pas parler de société capitaliste — sont une invitation à la vigilance autant qu'à la réflexion. Il faut, derrière l'écume des mots et des intentions, démêler ce qu'il y a de réellement positif dans cette contestation nouvelle menée au nom de la consommation.

Un phénomène contestataire

1° Une première chose est certaine : le « phénomène consommation », tel qu'il s'est exprimé au Salon de la rue de Rennes, a un aspect revendicatif et contestataire par rapport à l'engourdissement béat que le patronat et la classe conservatrice cherchent à secréter sous le nom de « société de consommation ». C'est la revendication d'une défense de consommateurs trop souvent grugés par les producteurs et les vendeurs.

Les stands préparés par les organisateurs (contre la publicité mensongère, contre la hausse des prix, pour un étiquetage informant vraiment l'acheteur, contre les vendeurs abusifs qui essaient d'avoir le client à l'esbroufe ou à la fatigue, contre la pollution de l'environnement, pour la dénonciation des mauvais produits grâce aux essais comparatifs...) aussi bien que les débats ont mis en cause

peu ou prou, la situation actuelle. Le public ne s'y est pas trompé qui, invité à donner son avis l'a souvent exprimé très vertement, et même dans le style spontané des conversations de rue de mai 68.

2° Les concessions consenties par le gouvernement — et qui vont gêner ici ou là les pratiques patronales — visaient d'ailleurs bien à mettre le pouvoir à l'abri d'une partie des critiques du public : « vous voyez, nous vous avons compris et nous vous défendons contre les commerçants abusifs »... Bien sûr, ce processus : critiques des usagers — concessions du pouvoir ne constitue qu'un modeste début, mais il permet — comme l'action syndicale — de faciliter une prise de conscience des masses, devant la force des contestataires et le recul du pouvoir.

3° Précisément les organisations de consommateurs comptent profiter du succès de ce Salon pour recruter et intensifier leur action, afin d'obtenir le maximum de garanties possible pour l'usager dans l'immédiat et de s'attaquer ensuite à des sujets plus sérieux : le rôle mystificateur de la publicité, les structures des prix (donc le poids du profit et l'inorganisation des circuits de distribution), les gadgets et la pollution (donc le gaspillage et le gâchis capitalistes)...

La forte participation internationale à ce Salon (avec les chefs de file des organisations de consommateurs américains : Ralph Nader, suédoise : l' « ombudsman » des consommateurs, anglaise : Miss Roberts belge, suisse...), a d'ailleurs été utile, car elle a permis à chacun de mesurer à la fois l'avance prise par l'étranger en ces domaines et aussi les limites des actions purement défensives, qui ne vont pas jusqu'à contester le cœur même du système économico-social actuel.

On arrive là à un carrefour : le « mouvement-consommateur » aura-t-il pour effet de consolider le système, en l'obligeant à éliminer les plus visibles de ses verrues ? Ou bien enfoncera-t-il un coin dans la mécanique, en montrant que le capitalisme contemporain est fait pour le profit des producteurs et des distributeurs, et qu'il ne se soucie pas de la satisfaction des besoins essentiels, en particulier des besoins collectifs, ceux qui sont le plus négligés ?

Les propositions Rocard

On n'en est pas encore là. Mais, déjà, les organisations de consommateurs qui se réclament d'une option socialiste (Confédération syndicale des familles et Confédération des Associations populaires familiales) ont posé le problème dans leurs stands, soulignant l'extraordinaire disparité des dépenses en France selon les groupes sociaux (la C.S.F. présentait un panneau à ce sujet, intitulé « consommation de classe ») et l'absurdité d'une orientation des dépenses privilégiant les besoins individuels par rapport aux besoins collectifs. C'est un premier pas prometteur, qui sera probablement amplifié par le puissant haut-parleur des coopératives de consommation.

Deuxième indice intéressant : l'écho trouvé par la proposition faite au Salon par Michel Rocard de donner aux organisations de consommateurs la possibilité d'agir en justice pour défendre les usagers contre l'arbitraire des vendeurs (prix illicite, publicité mensongère, démarchage abusif, ententes patronales...). La chose paraît élémentaire : elle ne l'est pas du tout ; car — les responsables ne s'y sont pas trompés — le problème est de faire passer les groupements de consommateurs du stade actuel de quémandeurs de la protection publique (qui « octroie » quelques garanties, comme Giscard l'a fait lors de l'ouverture du Salon) à celui de meneurs de lutte, rassemblant les troupes pour partir à l'assaut du capitalisme, sur ce nouveau front de l'action de masse.

Combien de temps faudra-t-il pour que cette prise de conscience se fasse, aussi bien chez les militants des groupements de consommateurs (encore timorés, parce que n'ayant pas senti, jusqu'à ce Salon, qu'ils pouvaient compter sur un appui massif de l'opinion) que dans la grande foule des consommateurs eux-mêmes, passifs par intoxica-



Quand « l'Aurore » nous démasque...

FRONT ?

tion publicitaire autant que par habitude ?

Nul ne peut répondre, mais il se pourrait que la chose aille plus vite qu'on l'imaginait encore il y a peu, si l'on tient compte :

- de l'affluence au Salon de Paris, notamment des jeunes ;
- de la vigueur avec laquelle le public s'est manifesté, débordant souvent ceux des dirigeants d'organisations de consommateurs qui sont encore assez traditionnels (F.F.F., U.F.C.S., Orgéco) ;
- enfin de l'évolution que traduit aux Etats-Unis mêmes, en avance sur nous de ce point de vue, le changement d'attitude de Nader, mettant en cause maintenant des pans entiers de la société, au lieu de quelques abus seulement autrefois.

L'essentiel est, en tout cas, que la contestation qui s'amplifie ne faiblisse pas. Et qu'elle rejoigne, au niveau de la stratégie politique, la lutte des travailleurs dans l'entreprise et sur d'autres terrains du cadre de vie (transports, habitat, pollution, etc.). Il faut, pour cela, empêcher l'aile conciliatrice du patronat de « récupérer » le mouvement, au nom du « on vous a compris » traditionnel. Il faut aussi empêcher l'administration de passer des compromis boiteux avec des patrons délinquants pris la main dans le sac. C'est l'objet de la seconde proposition de Michel Rocard, annoncée au Salon (et déposée également à l'Assemblée nationale) : empêcher légalement l'administration de transiger avec les coupables quand l'intérêt des consommateurs est en jeu, donc obligation de traduire les coupables en correctionnelle. L'affaire est bien partie. A nous d'amplifier ses suites.

Claude BIEVRE. ■



La politique dans le yaourt

« Bouffer tant de saloperies : ce n'est pas possible ! » Ce magasinier entré par hasard, pendant la pause de midi, à l'exposition « Consommateurs 72 » n'en revenait pas... La « saloperie », il la découvrait dans l'huile, la margarine, le talc, les lessives, les conserves. Et surtout il découvrait que sa condition le condamnait à la bouffer, la bouffer toujours.

Mais ce magasinier était presque un intrus dans cette manifestation organisée par les associations de consommateurs. Le visiteur type qu'on rencontre dans les locaux de la rue de Rennes, prêtés par la F.N.A.C., c'est Madame-la-femme-de-cadre-qui-lit-un-peu-à-gauche-et-qui-est-préoccupée-par-le-social... Elle est très à l'aise dans cette exposition fort bien faite.

La présentation des produits, des fraudes, des études sur la qualité, est claire et simple. C'est une présentation militante. Tel panneau vous explique le langage des étiquettes. Il est écrit au crayon feutre, il est mal disposé. Pour le lire vous ne devez pas vous en éloigner de plus de vingt centimètres. Et c'est tout ça qui provoque les conversations entre les visiteurs. Un militant-consommateur vient parfois s'y glisser. Il répond aux questions et en arrive toujours à la même conclusion : « Il faut nous organiser... Renforcer nos associations... » Les visiteurs, surtout des femmes (j'y étais un jour de semaine) participent aux discussions, relèvent soigneusement les noms des produits qu'ils n'achèteront plus et dont ils feront la contre-publicité auprès de leurs amis.

Mais quand on y regarde de près, ce salon est aussi celui de l'ambiguïté. La majorité des visiteurs ont envie de devenir des consommateurs conscients parce qu'ils ont la possibilité de pouvoir choisir. Le magasinier ne se sent pas concerné, car pour lui le seul critère de choix sera toujours le plus petit prix. Il est condamné « à bouffer de la saloperie » tant que les organisations de consommateurs refuseront tout choix politique.

Le refus de ce choix est net dans les questionnaires qui ont été soumis aux visiteurs (la publicité, les prix, la santé, etc.). Il n'y en a pas un seul qui demande, à celui qui

répond, des indications sur sa situation sociale. Il est seulement invité à faire connaître son âge et son sexe. Il aurait été intéressant de comparer les réponses du magasinier (1.200 F par mois) et celles de la femme du cadre supérieur dans une compagnie d'assurances (qui n'a pas voulu me dire son revenu).

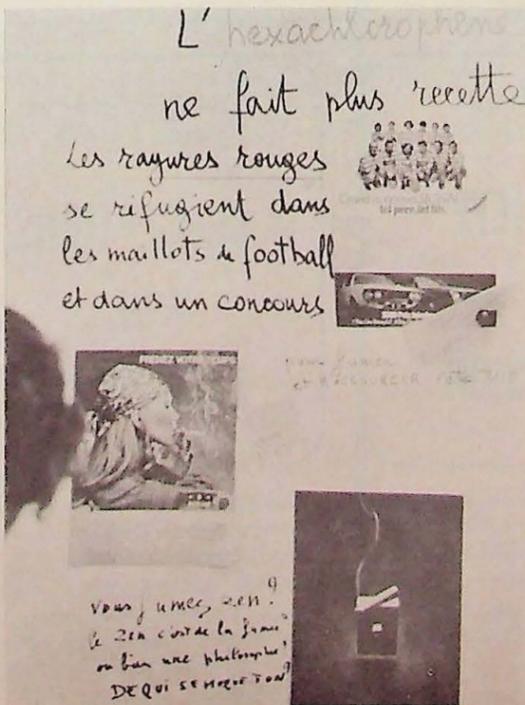
Quoi qu'il en soit, le style de cette manifestation est intéressant ne serait-ce que par le fait qu'on y donne vraiment la parole aux participants.

Nous nous permettons une suggestion : que le matériel qui vient d'être exposé dans le sixième arrondissement de Paris, un quartier qui n'est pas particulièrement ouvrier, soit présenté chez Renault, dans une commune ouvrière de la banlieue nord ou d'une autre région du pays. Le débat ne sera pas le même. Et certaines organisations de consommateurs seront obligées de se démasquer politiquement. Mais c'est justement pour cette raison que les travailleurs de Renault ou d'ailleurs ne verront jamais cette exposition. A moins que les organisations de consommateurs, familiales, syndicales, politiques qui ont fait ce choix de classe s'en chargent.

Il y avait à « consommateurs 72 » un stand qui paraissait ne pas être à sa place. Celui de la Confédération Syndicale des Familles (C.S.F.). N'avait-elle pas osé écrire en grosses lettres : « Consommation de classe... écart des revenus = écart de consommation... » Et cela dans un endroit où il n'était pas de bon ton de mettre la politique dans le yaourt.

Pourtant c'est peut-être à cause de cela que, parmi les quelques ouvriers qui ont visité l'exposition, l'un d'entre eux a pu écrire sur le grand mur blanc qui donnait la parole aux consommateurs : « Et la pollution par l'argent ? Qui en parle ? ». Allons-nous laisser cette question longtemps sans réponse ?

Jacques FERLUS. ■



Entretien
avec
Lotfallah
Soliman

PALESTINE : à la recherche d'un second souffle

Où va le mouvement palestinien ? Quelles sont ses perspectives ? Pourquoi Munich ? Pourquoi ce refus de l'O.L.P. d'accepter la suggestion du président égyptien Sadate de constituer un gouvernement provisoire ? Ces questions, Alain Moutot et Bernard Lévy les ont posées à Lotfallah Soliman, écrivain et journaliste égyptien en poste à Paris. Lotfallah Soliman est un journaliste engagé qui se veut solidaire de la Résistance palestinienne. Mais il s'exprime ici en son nom et n'engage donc que lui-même.

● TS : Nous voulons te demander ton opinion sur les perspectives du mouvement palestinien...

Lotfallah Soliman : Je vous arrête tout de suite. Vous savez qu'aujourd'hui la librairie Palestine à Paris a été plastiquée ; j'ai tendance à considérer que cet événement s'inscrit dans le cadre de la stratégie globale israélienne, à savoir, amener les forces de sécurité européennes à coopérer avec Israël dans la chasse aux sorcières arabes. D'après le communiqué de l'organisation sioniste, Massada, la charge de plastic était faible. De plus l'attentat a eu lieu à une heure du matin alors que la librairie Palestine était fermée. Il y a eu naturellement des dégâts matériels. De tout cela, je tire une conclusion première : Massada n'entendait pas attenter directement à la vie d'un ou plusieurs militants palestiniens ou arabes, mais entendait provoquer au sein de la communauté arabe une émotion considérable. Comme à Toulouse il y a une quinzaine de jours, où une organisation inconnue avait manifestement provoqué la communauté israélienne, l'attentat contre la librairie Palestine vise à ce que la communauté arabe perde son contrôle en passant à l'action directe qui l'opposerait aux forces de police. Dans les deux cas, il s'agit d'entraîner la France dans la chasse aux sorcières

arabes, mais les sorcières arabes, j'en suis sûr, ne tomberont pas dans le piège.

● Du reste, la presse bourgeoise tend à présenter les militants palestiniens comme des terroristes sans idéologie et sans message.

— Il y a un mensonge avec lequel il faut en finir. L'assassinat individuel est considéré par une certaine légalité comme un crime, alors que cette même légalité admet et codifie l'assassinat collectif. Il en va de même avec les notions de terreur et de terrorisme. Lorsque le terrorisme est exercé par un petit groupe plus ou moins représentatif mais qui n'est pas reconnu légalement, l'acte est immédiatement dénoncé comme un crime horrible. Mais lorsque le terrorisme est exercé par une autorité reconnue contre toute une série d'appellations comme : action préventive, représailles, contre-représailles, etc., jamais on ne prononce le mot terrorisme.

● A ce propos, dans quel cadre s'inscrit Munich ?

— Il est un fait certain que Septembre Noir a eu recours à Munich à ce que l'on peut qualifier d'acte de terrorisme. Mais alors comment qualifier la série interminable d'actes, entrepris par le mouvement sioniste (assassinat du comte Bernadotte, explosion

à l'hôtel King David, 200 morts), pour imposer ensuite l'hégémonie de cet Etat à la région ? A la terreur d'en haut répond toujours inmanquablement la terreur d'en bas. C'est une loi qui n'a jamais été démentie par l'Histoire. La tentative d'Israël et des USA d'imposer au monde entier, une action collective contre le terrorisme n'est qu'une manière de légitimer le terrorisme des classes établies contre la violence révolutionnaire de ceux qui veulent mettre un terme à ce terrorisme permanent.

● A la Télévision, à l'émission « Les dossiers de l'Ecran » où tu participais, tu a déclaré que sur cette grave question, tu ne te sentais pas innocent, qu'entendais-tu par-là ?

— En affirmant que je n'étais pas innocent, je voulais marquer à la fois ma distance à l'égard de tout acte de terreur d'en bas et d'en haut et en même temps, ma solidarité, ma responsabilité absolue à l'égard de tout ce qui se passe dans le monde. Je suis Egyptien bien au chaud dans mon appartement parisien, mais je suis en même temps et fondamentalement un réfugié palestinien, un Tupamaro, un Vietcong.

● La proposition de Sadate, d'un gouvernement palestinien a été rejetée par l'O.L.P. A ton avis quelles auraient été les conséquences de la création d'un GPRP (gouvernement provisoire de la révolution palestinienne) ?

— Hors-la-loi, leur identité nationale non reconnue par la communauté et les organisations internationales, massacrés par Israël et les réactionnaires arabes, comme perturbateurs de l'ordre établi, les Palestiniens n'ont d'autre moyen que d'assumer leur qualité de hors-la-loi et d'agir en conséquence. C'est leur seule chance de salut même si cette chance est très réduite. Dans la conjoncture actuelle, la formation d'un gouvernement palestinien qui serait reconnu par quelques-uns ou

l'ensemble des Etats arabes et peut-être par d'autres membres de l'ONU, enlèverait aux Palestiniens leur qualité de hors-la-loi, avant de leur avoir reconnu des droits quelconques. Pour que la formation d'un gouvernement provisoire puisse être positif, il faut que les Etats prêts à le reconnaître définissent d'abord le territoire et la communauté humaine sur laquelle la souveraineté de ce gouvernement provisoire sera censée s'exercer.

● Que cache la proposition Sadate ?

— Sadate n'a pas dit si le GPRP qu'il propose, exercerait, ne fût que potentiellement, sa souveraineté sur l'ensemble ou une partie de la Palestine et dans ce dernier cas, sur quelle partie de la Palestine. Il n'a pas dit si ce gouvernement doit être représentatif de l'ensemble de la communauté palestinienne, ou d'une majorité ou encore d'une tendance politique au sein de cette majorité. Dans la conjoncture actuelle, il y a tout lieu de croire qu'un GPRP servirait essentiellement à définir sa loi qui ne saurait être en contradiction avec la loi internationale et dans ce cas entreprendrait lui-même la répression contre les éléments palestiniens qui demeureraient en dehors de cette légalité. De plus la reconnaissance par les pays arabes d'une souveraineté légale palestinienne dont le contour et les limites restent flous donnerait à ces Etats le prétexte pour participer eux aussi directement, à la répression des éléments hors-la-loi.

● N'est-ce pas là de la part de l'O.L.P. une fuite devant ses responsabilités ?

— Je ne parle pas au nom de l'O.L.P., mais, j'ai l'impression que le refus de la proposition de Sadate n'est pas un refus de principe, l'O.L.P. étant une organisation à vocation étatique et gouvernementale. Il s'agit d'un refus circonstanciel.



Centre de culture
ouvrière

LES TRAVAILLEURS ET L'ECONOMIE

A la découverte de l'économie...
Production et revenus... Les salaires et les prix... Investir pour vivre mieux... Les travailleurs et le plan...

Gilbert Mury

LA SOCIETE DE REPRESSION

Le mystère de mai... Chronique des enragés... Internationale de la jeunesse... La société de processus... Marx contre les robots... Du fétiche au tigre de papier...

Jacques Drèze et
Jean Debelle

CONCEPTIONS DE L'UNIVERSITE

France... Les gendarmes de l'intelligence... URSS... Liberté et productivité... USA... L'imagination au pouvoir... Allemagne... Communauté chercheurs étudiants... Angleterre... Formation intellectuelle ou professionnelle...

BON DE COMMANDE

A retourner à « Information 2000 »,
25, rue Clauzel, 75009 Paris.

Veuillez m'envoyer par retour

- « Les travailleurs et l'économie » 13,00 F
 « La société de répression » 13,00 F
 « Conception de l'université » 16,80 F
 Les 3 volumes, pour 32,80 F
 au lieu de 42,80 F

NOM

PRENOM

ADRESSE

.....

.....

CHINE : l'heure de la négociation

Après Nixon, c'est le Japonais Tanaka qui se rend à Pékin ; Voilà qui représente une extraordinaire évolution ; pendant de nombreuses années après la révolution de 1949, les Etats-Unis et leurs alliés ont essayé de maintenir les conditions d'une contre-révolution en Chine, en soutenant le régime de Tchang-Kaï Chek à Taiwan avec l'espoir qu'il pourrait un jour servir de base à un débarquement en Chine continentale en allant aux limites de l'agression au moment de la guerre de Corée (bombardement des îles Quemoy et Matsu, menace par Mac Arthur de créer un barrage radioactif le long du Yalou) et plus tard au moment de la guerre d'Indochine. Il n'y a pas si longtemps que certains « experts » du Pentagone proposaient de bombarder les installations nucléaires chinoises pour empêcher les Chinois de construire leur propre force de dissuasion. Pendant plus de vingt ans, les Etats-Unis et leurs alliés ont refusé de reconnaître le gouvernement de Pékin et espéré qu'en le coupant de tout contact avec l'extérieur, ils rendraient sa situation intenable.

Aujourd'hui, non seulement la République populaire de Chine joue un rôle prépondérant dans le règlement de toutes les affaires importantes, mais ses ennemis les plus irréductibles sont obligés de venir

à Pékin reconnaître que leur politique a échoué, abandonner progressivement Tchang-Kaï Chek à son sort et admettre que le règlement de tous les grands problèmes passe par Pékin, et c'est le sens des voyages de Nixon et de Tanaka.

Cela ne veut pas dire pour autant que les responsables chinois aient adopté le comportement d'une grande puissance comme les autres, et cela ne les empêche pas d'apporter tout leur soutien aux mouvements révolutionnaires (et d'abord aux Vietnamiens) chaque fois que le rapport des forces le permet et le rend utile. En traitant avec les Etats-Unis et avec le Japon, Pékin montre qu'il estime le capitalisme encore très puissant dans de vastes parties du monde : dans ces pays-là, il faudra encore beaucoup de temps, beaucoup de luttes et beaucoup d'efforts pour que l'équilibre se modifie en faveur des révolutionnaires. Tant qu'ils n'auront pas eux-mêmes fait le nécessaire pour augmenter leur poids dans leur propre pays, l'heure est à la négociation et non au conflit.

L'appréciation de ce rapport de forces a peut-être été un des éléments de l'affrontement avec Lin Piao. Ce qu'on en a eu en Occident ne permet pas facilement de l'affirmer, c'est en tout cas une possibilité.

NORVEGE : une victoire ambiguë

Les Norvégiens ont refusé d'entrer dans le Marché commun et c'est incontestablement une victoire de tout ce qui est opposé à la bourgeoisie au pouvoir. Mais c'est la victoire d'un groupe très hétéroclite fait d'une extrême-gauche parfaitement consciente de l'enjeu, alliée pour les besoins de la cause à une petite bourgeoisie nationaliste, poujadiste, seulement soucieuse de préserver ses privilèges.

L'une et l'autre tiennent le même raisonnement selon lequel il est plus facile de se défendre dans un cadre national que dans un ensemble beaucoup plus vaste. La différence entre les deux, c'est que les intérêts que veut défendre l'extrême-gauche, ce sont ceux des travailleurs norvégiens, alors que la petite bourgeoisie ne cherche à sauvegarder que ses propres privilèges.

Et il est bien vrai qu'hors du Marché commun on peut plus facilement préserver des avantages acquis, puisque le rôle du Traité de Rome est de faire disparaître les réglementations nationales ou natio-

nalistes qui pourraient entraver le libre jeu de la concurrence : toutes les dispositions qui protègent les pêcheurs ou les agriculteurs norvégiens vont être maintenues et le patronat devra respecter les accords passés avec le puissant syndicat norvégien LO.

Mais ce n'est pas pour autant que les Norvégiens vont empêcher le développement des entreprises multinationales dans leur pays : ils peuvent le retarder, l'obliger à prendre des formes un peu différentes, le canaliser pour quelque temps, mais cela ne changera rien à l'affaire. Et le danger, c'est que pour se protéger contre l'emprise croissante des firmes multinationales sur leur économie, les Norvégiens vont être obligés de renforcer encore le caractère nationaliste, particulariste de leur réglementation et de leurs institutions. On risque ainsi d'aboutir en Norvège à des structures politiques, économiques, syndicales de plus en plus rigides, de plus en plus ossifiées, comparables aux structures britanniques, et peut-être encore plus sclérosées qu'elles. Lorsque ces structures se heurteront à l'inévitable développement de la concurrence internationale, le choc risque d'être d'autant plus fort que les structures en place seront plus rigides ; le résultat risque d'être une explosion dont les conséquences sont imprévisibles et pas nécessairement favorables aux travailleurs.

Dans quelque temps, l'exemple de la Norvège risque de prouver que le repli nationaliste n'est pas un moyen de lutte contre le développement du capitalisme international, que les militants socialistes ne doivent pas se laisser enfermer dans un choix entre capitalisme national ou capitalisme international : la seule voie, c'est le développement d'une solidarité entre les travailleurs, et d'abord les travailleurs européens pour lutter ensemble contre l'ennemi commun et non pour préserver quelques avantages que quelques-uns peuvent avoir par rapport aux autres.

VIETNAM : des bombes et des urnes

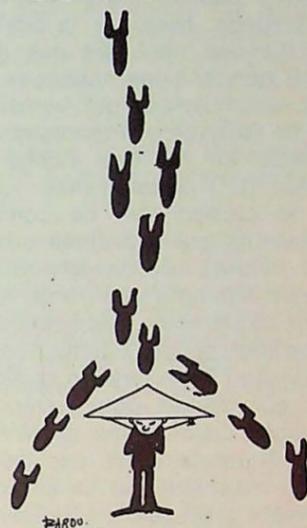
Le propagande américaine est en pleine activité : il n'est question que des voyages de Kissinger, d'entretiens plus ou moins secrets, de rencontres avec Thieu, Agnew, le vice-président américain, laisse entendre que quelque chose se prépare ; Schumann, le ministre français est d'un optimisme sans réserve, le « Times » britannique annonce même un accord immédiatement démenti par Hanoi. Tout cela permet d'entretenir un climat d'espérance autour de tout ce qui touche au Vietnam. On ne parle ni de cessez-le-feu, ni d'arrêt des bombardements, ni de retrait des forces américaines, ni de solution politique ; d'Administration américaine ne dit même rien de précis, simplement, il y a des gens pour dire qu'il se passera des choses et pour faire croire que peut-être...

Derrière cet exercice de haute voltige d'un service de propagande qui connaît son métier et dispose de moyens gigantesques, rien ne permet de dire qu'il y ait autre chose que du vent. Et pourtant, cela suffit pour que beaucoup de gens se mettent à espérer que, cette fois, Nixon va être obligé de reconnaître sa défaite militaire, mais surtout politique, d'arrêter le génocide, de cesser de soutenir Thieu, et de laisser enfin les Vietnamiens installer à Saïgon un gouvernement correspondant à la réalité politique du pays.

Malheureusement, la vérité est sans doute très éloignée de tout cela. Le plus vraisemblable, c'est que Nixon se préoccupe uniquement de créer un climat tel que la poursuite des conflits au Vietnam n'assombrisse pas l'atmosphère électorale aux Etats-Unis. Les négociations en cours ont, dans ce schéma deux objectifs :

— Elles permettent d'entretenir l'illusion que Nixon prend actuellement des initiatives et qu'il cherche réellement une solution acceptable, en espérant que cela suffira à désarmer la campagne contre les bombardements du Nord Vietnam et la poursuite de l'agression.

— Elles donnent les moyens de contrôler la situation sur le plan diplomatique. Si la poursuite de la guerre au Vietnam devenait, dans les tout derniers jours, cet enjeu majeur de la campagne électorale, Nixon sait exactement quel prix il devrait payer pour conclure un accord avec Hanoi et le G.R.P., et récupérer ses électeurs. S'il peut être élu sans céder sur le Vietnam, il entretiendra un simulacre de négociations jusqu'au jour de l'élection : après, il disposera de quatre autres années pour poursuivre son œuvre d'anéantissement du peuple vietnamien. Pendant encore près d'un mois, ce sont les électeurs américains qui auront entre leurs mains le sort du Vietnam. Notre tâche urgente c'est de mobiliser l'opinion internationale sur cette situation, de dénoncer les rumeurs que la propagande américaine fait courir, et d'amener les électeurs américains à faire d'un accord politique avec les Vietnamiens l'enjeu principal de la campagne présidentielle.



SOS

SPECIAL FEMMES

créé par une femme
pour toutes les femmes

CONNAISSEZ
VOS
POSSIBILITÉS

- Couple - Sexualité - Contraception
- Crèches - Écoles
- Orientation scolaire et professionnelle
- Bourses - Travail
- Maladie - Accidents
- Sécurité sociale
- Allocations diverses
- Assurances etc...

PROTÉGEZ
VOS
DROITS

- Contrat de mariage
- Séparation de corps
- Divorce - Garde des enfants
- Pension alimentaire
- Donations - Testament - Viager - Retraite
- Achats - Ventes - Crédit
- Copropriété - Locations
- Associations - Commerce
- Affaires - Sociétés
- Impôts etc...

EXPOSEZ VOTRE SITUATION EN TOUTE CONFIANCE
Discretion totale assurée

Écrire : SERVICE "SPECIAL FEMMES"

C/O Information 2000, 25, rue Clauzel, 75009 Paris.
(Indiquer : Référence TS.)
Joindre chèque de règlement de 30 F. à l'ordre de Service - Spécial Femmes -

Critique Socialiste

Le n° 9 est paru
passez vos commandes
Ed. SYROS
9, rue Borromée



BREIZ ATAO !

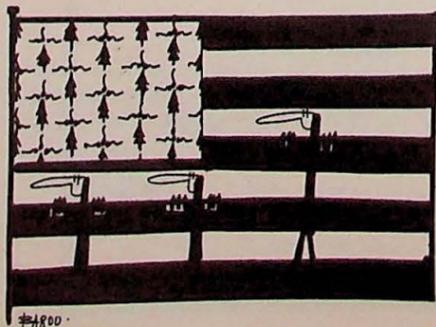
La Bretagne à Paris. Jeudi soir, il ne s'agissait pas de bigoudens et de chapeaux ronds. Mais de la Bretagne que nous n'avons peut-être pas pu ou pas su voir pendant nos vacances. Ces paysans, ces ouvriers qui venaient témoigner de la misère économique, sociale, culturelle de ce que l'abbé Lebreton appelait la « sous-France », n'avaient pour la plupart rien de commun avec les orateurs qui, d'ordinaire, hantent les vieux velours de la Mutualité : leur éloquence simple et directe n'avait pas besoin de phrases. Les noms des usines qui ferment ou qui débauchent, la visite de l'huissier à ce paysan quelques jours avant son départ pour venir témoigner au procès du FLB, les démêlés avec le Crédit Agricole n'ont pas besoin d'effets de manches ; et ce prêtre — plus entraîné « professionnellement » au discours en public — savait trouver les images vigoureuses et parlantes appréciées des Bretons, nombreux dans la salle, si l'on en juge par les applaudissements enthousiastes qui saluaient ses interventions en breton, ou celles de Guy Caro.

Je ne parle ni ne comprend le breton — mais je l'entends, avec ses sonorités et sa musique. Gare à celui qui aurait parlé de folklore à propos des bombardements ou des chansons de Glenmor.

Tout autant que les autres interventions, les chants témoignaient pour cette Bretagne où il n'y a guère, il était encore défendu de « cracher par terre et de parler breton ». Clavel évoquant le souvenir de Morvan Lebesque, Leclerc faisant le point du déroulement du procès, Caro dénonçant la droite bretonne qui cherche à dévoyer le sens révolutionnaire du mouvement breton (« Tout le monde il est beau, tout le monde il est breton » ?), soulignaient l'ampleur « hexagonale » de la réflexion suscitée par le procès des 11 du FLB.

A l'heure où ces lignes sont écrites, le procès n'est pas terminé. Malgré les difficultés de la lutte, la dureté de la répression, « je garde le sourire » disait un des agriculteurs. Ce sourire combatif est celui de tous ceux qui, avec les Bretons, partagent l'espoir de liberté.

Thierry Morus ■



Les mesures agricoles

SUIVEZ LE BLUFF !

Le 29 septembre dernier, la Conférence annuelle agricole réunissait chez le Premier ministre des membres du gouvernement et les dirigeants des organisations professionnelles agricoles jugées représentatives, c'est-à-dire celles qui sont solidement tenues en main par les représentants de la grande culture : FNSEA, CNJA, CNMCCA, APCA (1). La Conférence a été annoncée, présentée, commentée à grand fracas publicitaire, par la presse, la radio et la télévision qui étalèrent complaisamment la satisfaction des participants à la clôture de la Conférence. Résultat « très positif » selon Collet (APCA) ; « renversement de toute une politique », déclare sans rire Lauga (CNJA) ; « il n'est pas besoin des méthodes du Cid-unati et de quelques autres pour obtenir des résultats », dit Debatisse (FNSEA).

Ce « quelques autres » visait sans doute le vigoureux combat mené au printemps par les agriculteurs bretons, quand, débordant complètement leurs organisations syndicales, ils déclenchaient cette grève du lait dont la puissance et la durée allaient marquer profondément l'histoire récente des luttes paysannes.

Pour retrouver un semblant de crédibilité, il devenait urgent pour les organisations professionnelles d'obtenir quelques satisfactions spectaculaires sur les principales revendications en cours. De son côté, le gouvernement, après le sombre test du référendum sur l'Europe, à six mois des élections, se trouvait dans la nécessité absolue de se concilier les bonnes grâces des masses paysannes, qui, malgré l'exode rural, et en raison de leur sur-représentation, gardent un poids électoral important.

Entre compères

Dès lors, entre compères, il était facile de s'entendre pour réaliser une opération à laquelle — et pour cause — les moyens ne manqueraient pas pour donner un grand retentissement. La Conférence agricole annuelle en fournissait tout naturellement le cadre, et la satisfaction finale des participants était la conclusion prévisible d'un scénario très classiquement monté.

Depuis le coup d'Etat qui porta De Gaulle au pouvoir, les politiques agricoles, sous des apparences changeantes, (selon la conjoncture, l'accent est mis tantôt sur les structures, tantôt sur l'Europe, tantôt sur les prix ou l'organisation des marchés, etc.) présentent une remarquable continuité : favoriser la pénétration et la concentration du capital dans l'agriculture. Il s'agit de diminuer les prix de revient pour contenir les prix des produits alimentaires et par conséquent de la force de travail des ouvriers, tout en libérant une main-d'œuvre excédentaire qui fournit à l'industrie du travail à bon marché.

L'extension du système capitaliste à l'agriculture se déroule selon la logique de l'accroissement des inégalités de développement. Celles-ci se manifestent entre l'industrie et l'agriculture, entre les agriculteurs riches et les agriculteurs pauvres, entre les régions, mais aussi entre les productions : par exemple, le modernisme de la production céréalière contraste avec l'archaïsme de la production laitière. Quand les inégalités de développement deviennent trop fortes, des mesures gouvernementales sont généralement prises afin de jeter de la poudre aux yeux des témoins, mais aussi parce qu'une protection momentanée d'un secteur peut être parfois nécessaire pour assurer un développement capitaliste ultérieur. On rencontre ces deux aspects à l'analyse du train de mesures hétéroclites publiées à l'issue de la Con-

férence annuelle. Nous sélectionnerons les principales mesures, en fonction de la publicité qui leur a été donnée, ce qui ne préjuge nullement de leur réalisation future, mais témoigne de l'orientation de la propagande gouvernementale.

Un projet flou

La mesure annoncée la plus spectaculaire concerne la production de viande bovine, production très peu soutenue, dont la régression nationale s'inscrit dans un processus de pénurie mondiale et s'accompagne d'une flambée des prix. En prévoyant la création d'un office interprofessionnel du bétail et de la viande, le gouvernement reprend à son compte une idée exprimée, sous des formes diverses, par la plupart des groupes parlementaires en particulier les groupes socialiste et communiste. Cet organisme aurait notamment pour mission la prévision du marché, l'organisation du soutien des prix, la classification et la normalisation des viandes, l'organisation de la production. En somme, son rôle serait assez voisin de celui que joue l'Office national interprofessionnel des Céréales (O.N.I.C.), création du Front populaire.

Cet office, en régularisant le marché, à une époque où les cours du blé, qui constituait une source essentielle de revenus pour la grande majorité des paysans, étaient soumis à des oscillations catastrophiques, constituait un important progrès social. Mais en même temps, il contribuait à créer les conditions de l'expansion d'une grande culture céréalière, fortement localisée dans le Bassin parisien. Ses chefs d'exploitation, bénéficiant de la rente qui résulte des écarts entre leurs prix de revient et ceux de la petite culture, allaient réaliser, en travaillant quelques mois par an, de très solides profits en partie convertis en appartements parisiens. L'office de la viande sera-t-il un facteur d'une évolution de même nature ? Celle-ci sera-t-elle organisée dès le départ par l'encouragement systématique aux productions de type industriel ? Le projet est encore suffisamment flou pour donner lieu à bien des interprétations. Mais une clause inévitable en limite déjà la portée : le soutien des prix sera soumis à l'accord du conseil des ministres des Six.

Parmi les autres mesures en faveur de l'élevage, notons, à côté d'un point positif pour l'ensemble des agriculteurs, l'augmentation de la prime d'abatage destinée à lutter contre la brucellose, que le renforcement de l'aide financière accordée sous forme de prêts bonifiés, de subventions destinées aux bâtiments, au cheptel, aux productions fourragères, ne semble pas remettre en cause le caractère extrêmement sélectif qui a été jusqu'à maintenant le sien. Il est probable que seule une mince couche de paysans privilégiés, justifiant d'un répandant en capital suffisant, pourra en bénéficier (2).

— Au sujet des prix, le gouvernement s'est engagé à défendre à Bruxelles une hiérarchie plus favorable aux productions animales par rapport aux productions végétales, afin d'améliorer une situation que le Marché Commun a précisément aggravée en favorisant excessivement les prix des productions végétales de grande culture. Il doit demander également une augmentation de 30 % en deux ans du prix d'orientation de la viande bovine, prix fixé de toute façon au-dessous des cours pratiqués et dont l'augmentation sera probablement limitée par les exigences de nos partenaires, ainsi que la hausse (dans quelle proportion ?) du prix indicatif du lait.

— Aides à la modernisation des exploitations et à l'amélioration des structures.

L'augmentation des crédits affectés à la modernisation au titre des autorisations de programme est de 100 millions de francs (765 MF sont prévus au Budget de 1972). Bien entendu, ces crédits ont toute chance d'être essentiellement réservés, comme nous venons de le voir pour l'élevage, aux exploitants déjà nantis de solides disponibilités en capital. C'est du reste dans cette optique qu'ont été conçues les mesures récemment décidées à Bruxelles et qui visent à concentrer crédits et subventions aux exploitations faisant l'objet d'un plan de développement et présentant une assise financière suffisante. Ces mesures que le gouvernement se propose de mettre en pratique à partir de l'année prochaine, contribueront une fois de plus à enrichir cette couche d'agriculteurs qui bénéficie depuis des années de subventions de toutes sortes, sur qui se concentre la vulgarisation, que l'on retrouve dans les C.E.T.A., les centres de gestion, les G.A.E.C. et qui forme une sorte de tissu imperméable à la traversée des techniques modernes, ou tout au moins à fort pouvoir de rétention, en direction des petits paysans.

Sélection par l'argent

Cependant, et c'est ici une contradiction entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie, les exigences bancaires apparaissent trop fortes pour assurer un rayonnement suffisant aux mesures de modernisation et c'est pourquoi un fonds de caution mutuel doit être créé, qui ne met pas en cause pour autant le principe de la sélection des agriculteurs par l'argent. Parallèlement, une série d'actions, souvent amorcées depuis plusieurs années, doivent être renforcées pour faciliter cette concentration foncière trop lente au gré des capitalistes, parce que freinée par le droit sacré de propriété (qu'on ne peut tout de même pas trop



Un poids électoral important.



Seule une mince couche de paysans privilégiés.

maltraiter) : crédits complémentaires aux sociétés d'aménagement foncier (SAFER) qui, bénéficiant d'un droit de préemption, assurent par achat et vente une redistribution des terres ; organisation des groupements fonciers agricoles, sortes de sociétés de capitaux fonciers ; modalités de fixation des baux à long terme et des fermages correspondants.

Mesures sociales

Les mesures annoncées dans ce domaine sont particulièrement maigres. Après des autorités de Bruxelles, le gouvernement sera même avare de sollicitations. A celles annoncées plus haut concernant le prix de la viande bovine et celui du lait, s'ajoutent la demande prévue d'un relèvement des cours des vins, pour assurer un « revenu suffisant » aux producteurs, ainsi que des améliorations du régime de stockage et des mesures d'orientation vers des productions de qualité. En dehors de ces vagues promesses concernant un secteur social spécialement sensible, une seule mesure concrète est prévue : l'augmentation des crédits consacrés au Fonds d'orientation et de Régulation des Marchés Agricoles (F.O.R.M.A.).

Quelques mesures sociales sont par ailleurs annoncées : les cotisations des agriculteurs en matière de protection sociale progresseront de 12,5 % et non de 16,5 % ; des corps de remplacement seront créés pour permettre aux agriculteurs de prendre des vacances ou d'être malades (à quel prix ?) ; un statut des aides familiaux devrait leur permettre de bénéficier du statut des exploitants dans leurs rapports avec la mutualité sociale agricole, ce qui est positif, et d'être assurés d'une rémunération fixe minimum, ce qui paraît incontrôlable.

Ajoutons à cette liste la création d'un fonds national de formation professionnelle agricole, destiné à la formation permanente. Qui en bénéficiera ? Quelle sera la nature de l'enseignement dispensé ? Prudente, la profession réclame la responsabilité de sa gestion.

Régions désertées

Nous terminons cette présentation de l'action décidée dans ses grandes lignes par le gouvernement sur ce projet qui témoigne avec particulièrement d'éloquence de certaines contradictions apparentes du capitalisme. Celui-ci, par le jeu même d'une concentration et d'une centralisation des capitaux qui prennent des allures démentielles, est responsable de la désertification de régions entières. En décidant d'octroyer une subvention de 25.000 F à l'installation de jeunes agriculteurs dans ces régions, le gouvernement pense-t-il inverser le mouvement ? Bien évidemment non. Il ne faut pas donner à de telles initiatives plus de signification que n'en ont les campagnes officielles contre la pollution, pour la protection de la nature, ou dans un autre ordre d'idée pour les transports en commun. Ou plutôt si, leur donner la signification inverse de celle proclamée : ce sont des révélateurs de la manière dont le capitalisme met en coupes déréglées la nature et la société.

Comme on le voit, l'ensemble de ces mesures apparaît à un examen attentif assez peu consistant et sans rapport avec la publicité qui leur a été faite. Parmi les actions annoncées, certaines concernent des crédits et des mesures nécessaires pour faire jouer à plein, comme le note un journaliste du « Monde » (3) les lois votées dix ans plus tôt. Parmi les mesures nouvelles, certaines sont à effet immédiat, d'autres dépendent d'un vote du Parlement ou d'une décision communautaire européenne.

Quant aux actions dont la réalisation est la plus assurée, comme les mesures d'aides à la modernisation et à l'amélioration des structures, elles témoignent beaucoup moins d'un souci de corriger les excès du capitalisme que de celui d'assurer son expansion. Et sur ce point, les couplets larmoyants que déversent à l'envi le gouvernement et les organisations professionnelles sur les vertus périodiquement redécouvertes de l'exploitation familiale, ne doivent pas faire illusion. Quand les conditions d'une production à grande échelle sont réunies : exploitations céréalières de grandes cultures, élevages industriels de volailles, de porcs de baby-beef, les entreprises capitalistes à salariés, encouragées par le gouvernement, se développent rapidement (ce qui n'est pas contradictoire avec le fait que la concentration foncière étant plus lente que l'augmentation de la productivité du travail, la main-d'œuvre salariée tend à diminuer en agriculture).

Jouer sur les mots

Quand les conditions d'une production à grande échelle ne sont pas encore réunies : cultures maraîchères, production laitière, l'exploitation familiale représente le type d'entreprise dominant.

La concentration, pour être plus lente, n'en est pas moins réelle, et le gouvernement encourage le développement d'exploitations familiales de type capitaliste, dans lesquelles la part des dépenses de consommation nécessaires au renouvellement de la force de travail tend sans cesse à diminuer dans l'ensemble des dépenses en capital. Mais elles n'en restent pas moins des exploitations familiales, ce qui permet au gouvernement de jouer sur les mots, quand il proclame, ainsi que vient tout récemment de le faire Messmer, dans son discours devant le Parlement, sa volonté de les défendre. Un indice particulièrement net de cette hypocrisie est l'absence de toute mesure concrète, à l'issue de la Conférence annuelle, de relèvement du prix du lait à la production, donc d'amélioration du revenu de centaines de milliers de petits paysans.

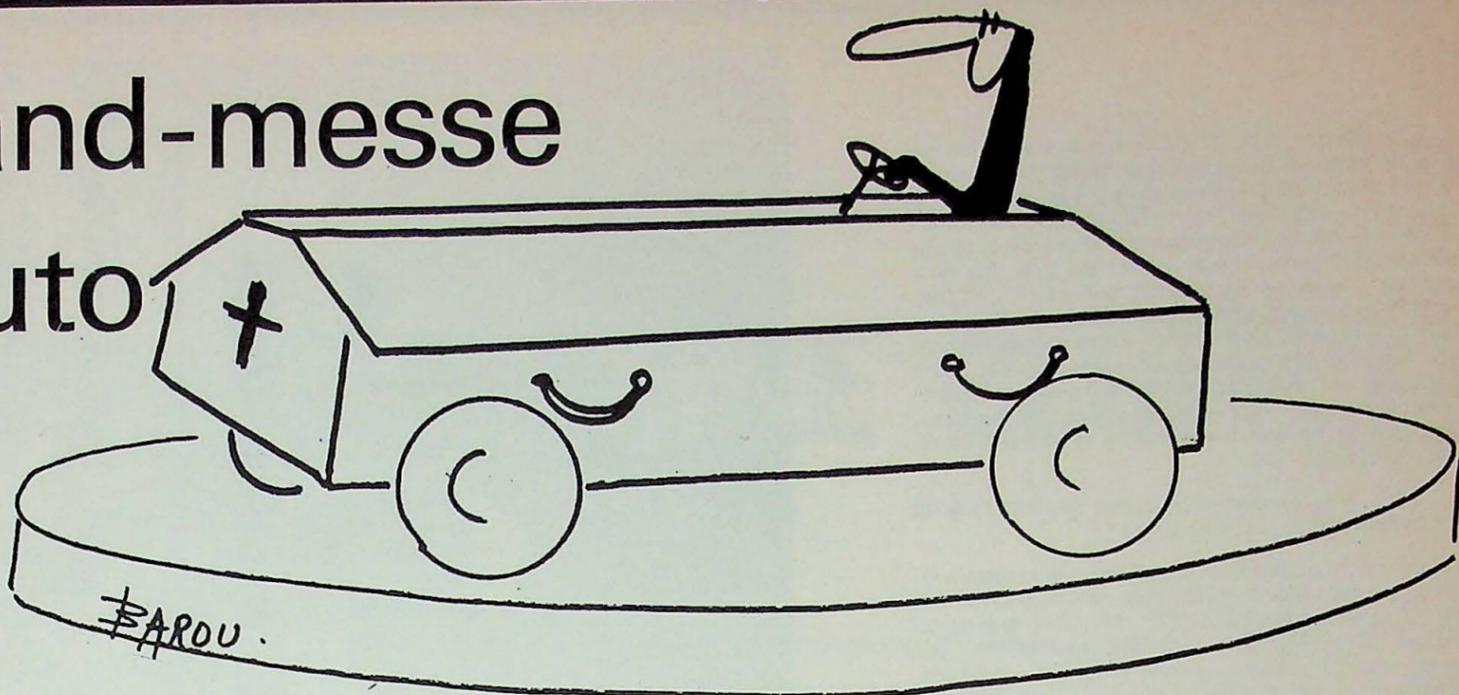
Jean MIOLLIS ■

(1) Fédération nationale des Syndicats d'Exploitants agricoles, Centre national des Jeunes Agriculteurs, Confédération nationale de la Mutualité de la Coopération et du Crédit agricole, Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture.

(2) Dans le cadre du décret du 25 mai 1966 concernant l'aide à l'élevage, on estime à moins de 5 % les éleveurs qui ont perçu en cinq ans la totalité des subventions octroyées à cet effet.

(3) « Le Monde », 1^{er} et 2 octobre 1972.

La grand-messe de l'auto



Du 5 au 15 octobre, le monde de l'automobile fête ses Pâques, Porte de Versailles, à Paris. Au palais des expositions, les constructeurs, les journaux, les fabricants de gadgets en tous genres, donnent rendez-vous aux usagers de l'automobile. C'est-à-dire à tout le monde. Bonne occasion pour remettre en cause cette omniprésence de l'auto, son rôle dans la société capitaliste et l'idéologie envahissante qui l'accompagne.

Car en fait nous vivons tous à l'heure de l'automobile, même si nous ne participons pas à cette cérémonie annuelle rituelle. Nous vivons à son rythme quasi religieux : la prière quotidienne des embouteillages, la messe expiatoire hebdomadaire à laquelle nous sacrifions chaque week-end une cinquantaine de personnes.

Des maux de plus en plus contraignants, de plus en plus coûteux pour l'ensemble de la société et qui sont acceptés comme naturels. Les 16.000 morts et les 300.000 blessés annuels, les milliards d'heures perdues dans les embouteillages, la pollution : tout cela n'est que la rançon du progrès technique dont l'automobile est la concrétisation la plus vulgarisée et la plus populaire (deux ménages français sur trois ont au moins une auto).

Il faut dire que l'idéologie de l'automobile est bien divulguée : une demi-douzaine de journaux tirant à près de deux millions d'exemplaires, chaque mois, des dizaines de rallyes et de courses cha-

que année, une flatterie de plus en plus vulgaire (forme, puissance, vitesse, publicité), etc. L'économie capitaliste a besoin de cette idéologie puissante, mythique, religieuse de l'auto. Économiquement, elle a fondé une partie de son développement sur l'industrie automobile : 350.000 salariés travaillent chez les constructeurs et plus de deux millions sont concernés par les retombées (garages, sous-traitants, pétrole, etc.).

Un tabou

De plus, les ménages qui possèdent un véhicule sont obligés d'y consacrer (achat, entretien), près

d'un quart de leurs revenus. On comprend que l'automobile soit un tabou qu'il serait sacrilège de contester tant que nous vivons en système capitaliste. D'ailleurs, l'avenir est prometteur pour tous ceux qui touchent aux quatre-roues : les prix vont augmenter considérablement dans les années à venir (augmentation de la sécurité et de la lutte contre la pollution) et les profits de même ! Néanmoins, les risques de perdre des clients sont importants et l'on va assister à une concentration extraordinaire de l'industrie automobile afin de diminuer les prix de revient des véhicules. On peut prévoir que dans dix ou quinze ans il n'y aura qu'une dizaine d'usines automobiles dans le monde ! Qui les possèdera ? les USA, l'URSS, l'Allemagne, le Japon certainement. La France, l'Italie, l'Angleterre peut-être. En tout état de cause, la lutte sera âpre et se situera à un haut niveau politique. Il n'empêche que l'automobile est et restera, malgré ses adaptations, un véhicule dépassé techniquement et historiquement. Les coûts qu'entraîne son usage sont déjà largement supérieurs aux avantages de souplesse et de liberté qu'elle apporte : les accidents ne vont pas diminuer ni être moins dangereux, les embouteillages vont continuer, à moins que l'on rase les villes et que l'on coule dessus une grande dalle de béton !

Il est dès aujourd'hui possible de remplacer l'automobile pour 80 % de ses usages : des transports collectifs urbains ou interurbains ont été mis au point et pourraient avantageusement se substituer et aux voitures et aux transports en commun désuets (le métro a près de 80 ans !). De plus, si un choix politique était fait pour promouvoir ces nouveaux types de transport, l'imagination des techniciens pourrait se donner libre cours. Des solutions encore plus astucieuses pourraient voir le jour alors qu'actuellement les chercheurs n'éprou-

vent pas le besoin de se creuser la tête puisqu'aussi bien, priorité est faite à l'automobile.

Comment lutter ?

Alors peut-on lutter contre cette fatalité de plus en plus envahissante qu'est l'automobile ?

Il faut répondre : oui nous pouvons lutter contre ce fléau et nous proposerons des actions dans ce sens. Mais surtout nous devons lutter contre l'automobile. Aucune organisation politique n'a eu jusqu'à maintenant le courage de dire que l'automobile individualiste était dépassée et ruineuse. Pas plus l'Union de la Gauche que les autres : pour le PC et le PS, le problème de l'automobile ne se pose qu'en termes de nationalisation et de démocratisation ; c'est-à-dire avec trente ans de retard. Ne pas engager la lutte sur ce terrain démagogique c'est s'empêcher de porter nos coups contre un aspect important de l'idéologie bourgeoise : individualisme outrancier, glorification de la puissance du mâle, renforcement de l'agressivité, etc.

Dans quelle direction lutter ? Il faut à la fois affaiblir l'idéologie de l'automobile et promouvoir de nouveaux transports en commun. Pour cela, appuyer toute tentative visant à interdire les villes à la voiture, profiter des embouteillages, des grèves de transports en commun pour faire prendre conscience à leurs utilisateurs des limites de la voiture. Et si l'on est assez fort, organiser des journées « transport en commun » qui démontreront à la fois leur utilité et leurs déficiences actuelles. Ce n'est pour le moment que des pistes. Il s'agit de les poursuivre.

La faute du Docteur Carpentier

Parce qu'un jour, dans un lycée, un garçon et une fille sont surpris en train de s'embrasser ; parce que brimades et humiliations s'ensuivent ; parce qu'avec l'aide d'un médecin, les intéressés rédigent un tract : « Apprenons à faire l'amour », que ce tract est précis et concret, qu'il appelle une verge une

verge et clitoris un clitoris ; parce qu'il dénonce comme les seuls vrais dangers en la matière le refoulement, père de l'impuissance et de la frigidité.

Parce que ce tract est distribué aux lycéens et que des parents d'élèves s'en émeuvent ; parce qu'une plainte est déposée pour « atteinte aux bonnes mœurs » ; parce qu'un médecin qui atteint aux bonnes mœurs ne peut être qu'un triste personnage traître à sa classe et à sa caste... Le docteur Carpentier est aujourd'hui suspendu par l'ordre des médecins de la région parisienne, en attendant de passer devant le tribunal.

Dans huit jours, le 18 octobre, le Conseil national de

l'Ordre se prononcera sur l'appel interjeté par ce misérable qui a osé aider des jeunes sans malice à lever un coin du voile épais dont on entoure « les choses du sexe »...

Et la veille, le mardi 17 à 19 heures, aura lieu, 44, rue de Rennes, un meeting sous forme de forum-débats, organisé par un collectif qui regroupe d'autres médecins scélérats, des parents d'élèves inconscients, des enseignants dévoyés et des lycéens pervers.

Plus quelques orchestres pourris appartenant à un prétendu Front de libération du rock.

Nous ne saurions qu'inviter nos lecteurs à éviter soigneusement de se mêler à ces gens-là.

TCHÉCOSLOVAQUIE

meeting jeudi 26 mutualité

48 années de prison. 117 inculpés : tel est le bilan des procès de l'été en Tchécoslovaquie. Nous ne pouvons accepter sans réagir que des militants communistes soient ainsi condamnés au nom d'une conception du socialisme qui déplaît à MM. Brejnev et Husak. C'est pourquoi le PSU est partie prenante de ce meeting unitaire de so-

lidarité. Des militants tchécoslovaques y participeront et notamment J. Pelikan et J. Sling.

Deux journées d'explication prépareront ce meeting : le samedi 21 et le dimanche 22 octobre.

Des affiches et des tracts sont à la disposition des militants parisiens et des sections à la librairie de « TS ».



THEATRE NATIONAL

17, rue Malte-Brun, PARIS (20^e) - 636-79-09

(Métro Gambetta)

A partir du 11 octobre
reprise de

**SAINTE JEANNE
DES ABATTOIRS**

de BRECHT

Mise en scène :

Guy Rétoré

18 et 28 octobre

**A CEUX
QUI VIENNENT
APRES NOUS**

Poèmes de

Brecht

Petit bonhomme

« LE DICTATEUR », film de Charlie Chaplin.

« Les Temps modernes » laissent déjà pressentir toute l'horreur d'un monde mécanisé qui n'a pas été créé pour l'homme et se retourne fatalement contre lui. Mais l'amertume du constat n'empêchait pas le petit bonhomme Charlot d'essayer toujours d'agir pour son compte personnel et de sortir son épingle de ce jeu infernal. Fusaient ainsi les coups de pied au cul du gros riche et méchant ; mais l'opprimé en prenait aussi pour son grade, ne serait-ce que parce que son aliénation à une vie imposée semblait lui ôter toute velléité de révolte.

Entre ces deux mondes opposés, Charlot maintenait une distance indispensable selon lui, pour en révéler les travers. Et c'est comme cela que se forment les mythes.

Mais à l'époque du « Dictateur », l'effroyable civilisation de la mort mécanisée aperçue par Chaplin, trouve dans le nazisme un trop zélé serviteur. Sur fond sonore de bruit de bottes, le monde vient d'engendrer un enfer. Dans une telle situation, toute distance devient impossible. Entre l'opprimé (Chaplin) présenté sous les traits doucereux d'un petit coiffeur du ghetto de Berlin et le démoniaque Hynkel qui règne en despote sanguinaire sur la Tomanie (l'Allemagne nazie), il n'y a pas de position médiane. Ainsi, Charlot s'identifie totalement à la communauté des



grand dictateur

réprouvés à laquelle il appartient et qu'il représente. La seule distance qu'il manifeste vis-à-vis de ses compatriotes et par rapport à l'horreur de la situation s'explique par son amnésie (après 22 ans passés dans un hôpital, Charlot ne sait rien des choses qui se sont produites en Tomanie à la suite de la défaite de 1918). Une amnésie qui l'amène à aller chercher un agent parce que deux nazis l'ont bousculé, alors qu'il effaçait le mot « juif » inscrit sur sa boutique !

Pour la première fois donc, avec « Le Dictateur », Charlie Chaplin nous donne l'image d'un Charlot engagé. Plus question de l'original qui se moque de tout et de tous, Charlot devient le symbole des persécutés.

Les faits historiques, Chaplin les rend particulièrement vivants en les exagérant à peine. Le personnage de Hynkel-Hitler interprété avec beaucoup de justesse dans la démesure, se révèle peu à peu à nous. Sous la caricature, les traits du modèle apparaissent en fait avec une hallucinante vérité. Un mauvais procès a été intenté à Chaplin : d'avoir mon-

tré une horreur que la réalité a largement dépassée.

Certes les sévices infligés aux habitants du ghetto de Berlin paraissent bien faibles en comparaison de l'écrasement dans le sang du ghetto de Varsovie ; de même, les camps de concentration même dans leur rigueur austère ressemblent à des colonies de vacances à côté des effroyables découvertes de Dachau et d'Auschwitz.

La mort d'un mythe

Mais le propos de Chaplin était de suggérer. La terreur de Charlot avançant et reculant selon les intonations du führer dont le discours est retransmis par haut-parleurs dans le ghetto, l'humour acide et noir du Dictateur déclarant benoîtement qu'il ne veut pas que ses ouvriers soient mécontents (pour cela il n'y a qu'à les fusiller tous parce qu'ils font grève), son cynisme enfin quand il précise que les prisonniers ne sont pas à plaindre si leur pain contient de la sciure, car elle provient des meilleurs bois de Tomanie — ces suggestions rapides en disent

très long sur les horreurs potentielles et réelles de l'époque. De même, des scènes comme la danse avec le globe terrestre en baudruche dont le dictateur s'empare et qui éclate entre ses mains, ou celle de la peur du führer qui se met à grimper sur les rideaux, situent avec force la psychologie du personnage.

Réalisé en 1940, après avoir eu à surmonter des obstacles nombreux « Le Dictateur » s'est voulu œuvre de combat contre la mégalomanie du dérisoire, dont la voix faisait trembler le monde. Dans la séquence finale où le petit barbier juif est pris pour le führer, Charlie Chaplin fait franchir à son héros le pas de l'engagement (c'est aussi la mort d'un mythe).

Charlot profitera de la confusion pour dire au monde entier qui l'écoute son refus de l'esclavage, sa haine de ceux qui répandent la haine, sa conviction en leur fin inévitable. Au plus fort de la puissance nazie, il fallait le faire ! Et les motivations trop « humanistes » ne diminuent en rien le courage et la signification du geste.

Alain MOUTOT ■

télévision

Deux pays, deux hommes

Les œuvres de fiction et les variétés restant d'un niveau médiocre, c'est parmi les émissions d'information que l'on doit cette semaine partir à la recherche de souvenirs télévisés. Des techniques de reportages différentes, mais partout un vrai travail de télévision qui nous a permis de mieux connaître des pays (États-Unis, Chine) et des hommes (Gierek et Bachelard).

« L'Amérique de la démesure », présentée dans le premier numéro du « Troisième œil » sur la première chaîne, aura sans doute effrayé plus d'un téléspectateur. Nous étions à New York, bas-fonds d'une société dont le goût de violence qui a toujours marqué son histoire, semble ressurgir. Violence et drogue. Il y a chaque année, à New York 1.500 à 2.000 personnes victimes de crimes crapuleux et 4.000 morts d'abus de drogue. Il ne s'agit pas de mesurer la proportion des faits par rapport à l'ensemble des États-Unis, mais de déterminer ce qui a pu faire naître cette société parallèle,

marginale, composée de tous ceux pour qui le ghetto est la ville et le rêve américain un cauchemar. Aussi le seul reproche que l'on puisse faire à ce reportage est de n'avoir pas suffisamment cherché à expliquer pourquoi se produit cette sorte de décadence à la petite semaine. Retenons, à la décharge des auteurs, que la situation est infiniment complexe. Même impression, à des degrés moindres cependant, pour les deux autres séquences, tournées à Cincinnati et à San Francisco, sur la condition féminine — où l'on a constaté une domination certaine de l'homme — et les jeunes électeurs américains dont les intentions de vote demeurent mystérieuses.

Dans le nouveau magazine « Soixante-douze », une journaliste qui a vécu 18 ans en Chine et connaît la langue de ce pays, nous en a rapporté des images et des propos exceptionnels. Pouvant converser sans interprète, elle a rendu une communication plus directe. Et, les Chinois s'exprimant en

français ont récité des leçons révélatrices. Certes, Mao Tsé-Toung a su redonner une raison de vivre — qui le contestera ? — à tout un peuple, mais comment ne pas s'inquiéter lorsque tous répondent invariablement à toutes les questions : « Je dois servir le peuple et les peuples du monde, inspiré par le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Tsé-Toung ». Cependant, l'intention générale de ce reportage était atteinte : nous faire découvrir de l'intérieur la réalité quotidienne de la Chine. Un bon point.

Avec le portrait d'« Un ouvrier au pouvoir », Edward Gierek, c'est de l'évolution de la Pologne depuis deux ans que Jean-François Delassus et Daniel Henneveux nous invitaient à faire le bilan. L'analyse de promesses et réalisations de M. Gierek et le jugement de la classe ouvrière sur son action ne manquaient pas d'intérêt.

Jacques Bramoulet ■

REGARDS POLITIQUES

■ AUX URNES, CITOYENS, Fr., d'Edouard Bobrowski, avec Guy Mollet et Francis Jacquemont - Magouillage et grenouillage sont-elles les deux seules mamelles de la politique en France ? (Cf TS 546).

■ LA VALLEE, All., de Barbet Schroeder, avec Bulle Ogier, Michael Gothard - Le retour à la nature, paradis artificiel ? Les Occidentaux peuvent-ils le pratiquer autrement qu'en touristes ?

■ THE CANDIDATE - VOTEZ McKAY, Amér., avec Robert Redford - Comment on « vend » du sénateur de Californie. Evoque un peu la campagne de McGovern...

Films récents

■ W. R., LES MYSTERES DE L'ORGANISME, Youg., de Dusan Makavejev - Qu'est-ce qu'une révolution qui ignorerait l'amour ? (Cf TS 547).

■ ORANGE MECANIQUE, Angl. - Une dénonciation de la jeunesse assoiffée de violence, selon la presse. En fait, deux tiers du film dénoncent les méthodes de rééducation pénitentiaire...

■ FELLINI - ROMA, Ital., de Fellini - La Rome du fascisme, la Rome d'aujourd'hui : est-ce une décadence ?

■ LE CHAGRIN ET LA PITIE, Fr., de Marcel Ophüls - Arthur Conte osera-t-il détruire l'image que se font bien des Français de « leur » Résistance ?

Films anciens

■ LA CLASSE OUVRIERE VA AU PARADIS, Ital., d'Elio Petri, avec Gian-Maria Volonte - Comment la conscience de classe vient aux travailleurs... (Cf TS 543).

■ IL ETAIT UNE FOIS LA REVOLUTION, Ital., de Sergio Leone - A la sauce western, l'épopée historique de la révolution. (Cf TS 536).

■ LES DIABLES, Angl. - La liberté de conscience va parfois avec la liberté politique.

CONCORDE 2 V.O. - FRANÇAIS V.F.
CARAVELLE V.F.
P.L.M. JERRY LEWIS V.F.
CONVENTION GAUMONT V.F.
GAUMONT RIVE GAUCHE V.O.
QUINTETTE V.O.
PERIPHERIE :
BELLE EPINE V.F.
CLUB MAISONS-ALFORT V.F.
ELYSEES 2 LA CELLE ST-CLOUD V.F.

L'HOPITAL

C'est le Cirque !
On n'en sort
que les peds devant.



GEORGE C. SCOTT
L'HOPITAL

COULEURS

United Artists

INTERDIT AUX MOINS DE 13 ANS

L'IRA official

ce pour quoi nous luttons

Le Sinn Fein (« Nous seuls » en irlandais) est ce parti dont l'Irish Republican Army (I.R.A.) est l'expression militaire. Pierre Jira a rencontré, fin août en Irlande, Eon O'Murchu, porte-parole de la branche « official » du Sinn Fein. Il lui a posé des questions sur l'histoire de ce mouvement et sur ses diverses tendances. La discussion, inévitablement, débouche sur la situation politique actuelle en Irlande, au Nord comme au Sud.

● Quelle analyse de la situation en Irlande faites-vous aujourd'hui ?

— O'Murchu : Si l'on veut libérer un peuple, une force militaire élitiste ne suffit pas. Il est nécessaire que le peuple participe à la lutte. La force militaire doit dépendre d'une direction politique et intervenir en fonction de l'analyse politique. Nous savons que nous avons essuyé beaucoup d'échecs et de défaites militaires. Il n'y a en Irlande qu'une classe qui pourra faire triompher une lutte de libération. C'est toujours les ouvriers et les petits paysans qui se sont battus contre l'impérialisme. Or, dans l'histoire de l'Irlande, les dirigeants de la lutte ont toujours été issus de la classe bourgeoise. Nous avons appris que nous ne pourrions pas faire la révolution avec des hommes comme De Valera ou Griffith (1).

Les dirigeants bourgeois au Sud ont tenté de construire un capitalisme autochtone, indépendant de l'impérialisme britannique. Cela a échoué. Depuis 1957 pourtant, les compagnies impérialistes dominent l'Irlande par tous les moyens. Cela prouve, s'il le fallait, que la bourgeoisie est incapable de mener à bien une lutte de libération. James Connolly (2) le disait : « C'est la classe ouvrière, elle seule, qui peut hériter de la lutte nationale en Irlande ».

Il n'y a pas de divisions dans le clan capitaliste. A Dublin et Belfast, ils ont les mêmes intérêts. Or, la classe ouvrière, elle, est divisée de deux façons. Il y a une division nationale entre la république néo-coloniale du Sud et la colonie au Nord. Il y a division au Nord entre ouvriers catholiques et protestants.

● De quand et pourquoi, selon vous, datent ces divisions ?

— Dans les années 1880, les dirigeants impérialistes comme Randolph Churchill et Lord Birkenhead ont décidé d'utiliser les divisions religieuses pour empêcher le développement d'une lutte de libération nationale. Ils ont donc déclaré que dans une Irlande libre, les protestants seraient persécutés. Cela a amené le développement de l'Ordre d'Orange et la discrimination au Nord (emplois, logements, droits de vote refusés aux catholiques).

Mais la pauvreté est le lot commun des ouvriers protestants et catholiques au Nord. Ils sont exploités les uns et les autres par la bourgeoisie. Donc, sans le soutien des ouvriers protestants on ne peut aboutir à la libération nationale du peuple irlandais.

● Comment jugez-vous l'attitude du gouvernement du Sud ?

— Nous disons que le gouvernement du Sud soutient l'impérialisme. Il n'y a pas eu libération nationale. Sous la coupe de l'impérialisme, sans liberté nationale, nous ne pourrions pas faire le socialisme. Nous combattons le

gouvernement du Sud pour deux raisons, entre autres :

1. - parce qu'il entretient un nationalisme réactionnaire et obscurantiste et empêche ainsi une prise de conscience de classe ;

2. - parce qu'il maintient l'Irlande sous la domination impérialiste. Cela a pour conséquence le chômage et l'émigration. Les ouvriers et paysans qui émigrent vers Londres ou les USA sont presque toujours les plus radicalistes, car ce sont ceux qui n'ont rien qui s'en vont.

● Quelles campagnes politiques menez-vous au Sud ?

— Nous menons des campagnes anti-impérialistes à partir d'objectifs concrets comme par exemple, celui du logement à Dublin, contre la spéculation immobilière, contre le chômage. En effet, le capitalisme local est petit à petit détruit par l'impérialisme. Il ne suffit donc pas de réclamer la sécurité de l'emploi dans les syndicats par branche, mais de mener un combat plus général contre l'impérialisme. Les syndicats en Irlande se situent trop dans le système.

Aux petits paysans, nous disons que le gouvernement veut les écraser. Les petits paysans n'ont donc d'autres ressources que celles de se battre pour le socialisme. Il faut qu'ils brisent les relations qu'ils ont avec les grands fermiers. Pour mener cette campagne, nous avons créé la « Small Farmer Defense Association » (Association de défense des petits fermiers). Elle se développe malgré le conservatisme des petits paysans et le poids du catholicisme et de l'Eglise.

● La campagne pour les droits civiques est pour vous la plus importante. Comment l'avez-vous menée ?

— La campagne militaire menée de 1956 à 1962 a été un échec. Nous avons alors compris que la lutte du peuple devait être aussi une lutte de libération sociale. Sur ce point, nous progressons au Sud. Au Nord, en réponse à cette campagne, le gouvernement a répondu par la violence en août 1969. Il a employé les forces spéciales (Ruc et B. Special). Peu de protestants ont alors participé aux attaques contre les quartiers catholiques. Il s'agissait surtout d'organisations militaires fascistes. Nous avions alors peu d'armement. La réaction du peuple du Sud fut très vigoureuse. Cela a obligé le gouvernement du Sud à voter un soutien financier aux catholiques du Nord. Il nous a proposé 200.000 livres sterling, à condition d'abandonner notre combat socialiste. Nous avons refusé (septembre - octobre 1969). Dès lors, le gouvernement a chargé trois membres du cabinet de donner cet argent aux dirigeants provisoires du Nord, connus pour leur position anti-socialiste au sein de l'IRA.

● Comment interprétez-vous ce phénomène ?

— Le gouvernement du Sud a compris qu'une lutte qui a comme seul objec-

tif la réunification du pays n'est pas un danger pour l'impérialisme. Le plan de l'impérialisme est simple : il faut construire l'unité économique et politique entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. Nous avons aujourd'hui une unité économique complète à cause du « Free Trade Agreement » (accord de libre-échange) et de l'entrée dans le Marché commun. Cela montre qu'agiter le drapeau irlandais à Belfast ne change rien aux conditions de vie de la classe ouvrière. Nous ne cherchons pas les symboles de la liberté, mais la liberté.

● En quoi cela vous sépare-t-il des « provisoires » ?

— Ce que les provisoires cherchent, c'est la réunification du pays. Un de leurs leaders, Joe Cahill, déclare qu'ils sont contre le communisme, contre le socialisme, tandis que d'autres affirment qu'ils sont pour le socialisme coopératif comme au Danemark, fédéral comme en Suisse, autogestionnaire comme en Yougoslavie, aurait déclaré O'Brady, dirigeant des « provisoires » mais contre le stalinisme des « Officiels ». Or, les « provisionnels » s'attaquent à des civils protestants par des attentats à la bombe dans le centre de Belfast depuis six mois. Des objectifs civils, comme des bars ou des usines dirigés par des protestants, sont choisis. Cela a été le cas dans une usine du comté de Tyrone, employant cinq cents ouvriers au mois de mars. Les militants syndicalistes catholiques et protestants de cette usine n'ont pas été réembauchés.

● Quelle est votre interprétation de la scission au sein du Sinn Fein ?

— Pendant des années le Sinn Fein avait mené des campagnes militaires et refusé toute participation aux élections. Cette pratique nous a coupé de la population. En août 1969, nous rendant compte que les dirigeants bourgeois du SDLP (Parti catholique bourgeois), comme John Hume à Derry tiraient le fruit électoral de notre travail politique dans la NICRA (Northern Ireland Civil Right Association), nous avons voulu présenter des candidats du Sinn Fein. Au congrès, ce fut un motif de scission.

Une partie du Sinn Fein, les « officiels » acceptèrent de participer à la bataille électorale. Les « provisionnels », eux, menaient la bataille contre le parlementarisme en disant que le parlement du Sud est composé de partis bourgeois favorables à la partition Nord-Sud. Ceci était vrai, mais nous ne sommes pas un parti bourgeois et sans accepter les institutions bourgeoises, les « officiels » voulaient y défendre la cause du socialisme, et c'est en fait contre notre orientation socialiste que les « provisoires » se battaient. Ils ont par ailleurs dit que nous étions stalinien. Ce n'est qu'un argument.

● A ce propos, quels sont vos rapports avec le Parti communiste irlandais ?

— Nous avons de bons rapports lorsqu'il s'agit de mener des campagnes communes pour les Droits Civiques. Des militants du PCI sont influents dans la NICRA (Association nord-irlandaise pour les droits civiques). Mais nous disons par ailleurs que personne n'a de droits historiques à faire la révolution. Nous contestons le fait que le PCI se prétende l'avant-garde de la classe ouvrière. Pour pré-

tendre l'être, il faut prouver que l'on a son soutien. Nous, nous ne prétendons pas être l'avant-garde de la lutte nationale, parce que nous sommes l'IRA. Il y a en Irlande beaucoup d'anti-impérialistes. Ils ne sont pas tous d'accord entre eux sur d'autres problèmes. Nous aurions voulu les regrouper dans un front de libération nationale. Les « provisoires » ont refusé.

● Comment analysez-vous la politique des « provisoires » sur le problème de la religion ?

— Nous disons qu'ils sont sectaires. Ils cherchent la revanche contre les protestants. Ils acceptent de fait la division religieuse que les Anglais ont instaurée en Irlande. Il y a chez eux des agents provocateurs. Ils ont bénéficié de l'essentiel de l'aide financière du gouvernement du Sud. Les incidents violents entre eux et nous se sont multipliés. En février 1971, une trêve fut signée entre les deux organisations. Aujourd'hui, la haine reprend, car nous condamnons la campagne de bombes des « provisoires ». Nous condamnons l'IRA « provisoire » pour sa politique et sa pratique militaire. Nous pensons cependant qu'il y a de bons militants au sein des « provisoires ». Mais nous jugeons la politique de l'organisation, comme réactionnaire et contraire aux intérêts de la classe ouvrière en Irlande. L'exemple en est le « Vendredi sanglant » (attentat à la bombe dans le centre de Belfast en juillet dernier qui a fait des morts et des blessés parmi les civils). Ces actes sont parmi ceux qui ont permis à la propagande britannique de justifier l'invasion des quartiers catholiques par l'armée.

● Quels sont vos rapports avec Bernadette Devlin ?

— Elle comprend mal la politique. Elle a le cœur au bon endroit. Elle accepte la politique du « PD » (People Democracy) et des gauchistes. Elle n'a pas condamné réellement la campagne de bombes des « provisoires ». Elle a souvent critiqué nos actions, bien qu'elle dise soutenir les « officiels » plus que les « provisoires ». Cependant, nous travaillons en commun avec elle. Elle justifie l'attitude des « provisoires » en disant qu'il faut faire une distinction entre la violence des opprimés et celle des oppresseurs. C'est vrai ! Mais nous, nous estimons qu'aujourd'hui les « provisoires » oppriment des ouvriers protestants. Nous estimons qu'il faut en finir avec le nationalisme sectaire qui empêche le développement d'une organisation de masse de la classe ouvrière et du peuple irlandais.

● Quels sont aujourd'hui vos objectifs ?

— Nous ne participerons pas à la « conférence de la paix » organisée par les Britanniques tant qu'existeront les tribunaux d'exception, les camps d'internement, l'occupation anglaise et la répression. L'agression doit d'abord cesser. Les organisations fascistes protestantes n'iront pas non plus à cette conférence. Nous, nous allons continuer la campagne anti-impérialiste pour les droits civiques. Nous voulons faire des manifestations de masse dans la rue, avec le soutien de la population. La libération de nos militants emprisonnés au Nord ne suffira pas à nous faire cesser le combat pour la libération de tous.

Pierre JIRA ■

(1) Dirigeants de l'insurrection de 1916, devenus par la suite les dirigeants du nouvel Etat irlandais : l'Eire.
(2) Dirigeant révolutionnaire de l'insurrection de 1916.